

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



1377^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Lundi 15 novembre 1965,
à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 102 de l'ordre du jour:

Rétablissement des droits légitimes de la
République populaire de Chine à l'Orga-
nisation des Nations Unies (*suite*) 1

Président: M. Amintore FANFANI (Italie).

POINT 102 DE L'ORDRE DU JOUR

Rétablissement des droits légitimes de la République
populaire de Chine à l'Organisation des Nations
Unies (*suite*)

1. M. AUGUSTE (Haïti): Une fois de plus, l'Assemblée générale va avoir à se prononcer sur la question inscrite à l'ordre du jour — inscription demandée cette fois par de nombreux Etats Membres — intitulée "Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies".

2. Ce n'est rien apprendre à personne que de dire qu'examinant ce problème depuis bon nombre d'années, il est difficile de se soustraire à une certaine répétition, tant il est vrai qu'en ce qui concerne ce sujet il semble, là aussi, que tout a été dit depuis que le monde est monde. Mais l'importance de la question veut qu'elle n'a rien perdu de son caractère d'actualité, c'est-à-dire de son intérêt des premières heures et des premiers jours. C'est donc pourquoi nous notons, chez les uns et les autres, la note passionnelle qui fait résonner comme des épées qui se croisent les arguments qui s'affrontent.

3. Sans abuser des adjectifs, la question, telle qu'elle nous est soumise à cette session encore, mais surtout telle qu'elle nous est soumise à l'une des époques les plus difficiles, les plus troublées et les plus décisives qui soient, est doublement importante si l'on veut bien ne pas sous-estimer le côté juridique, et naturellement aussi politique, qu'elle comporte.

4. L'aspect juridique d'un problème, avons-nous toujours appris, est celui qui ne change pas, car si les principes peuvent sans doute s'assouplir ils ne perdent rien, pour cela, de leur valeur et de leur poids. Il a donc, cet aspect juridique, la rigidité d'une démonstration mathématique, la précision des lois de la physique et de la chimie; il possède un caractère absolument objectif, il nous protège contre les faiblesses et les défaillances de notre jugement lorsque, sans trop nous en apercevoir, nous trichons avec nous-mêmes.

Page.

5. Par contre, les considérations d'ordre politique sont d'essence éminemment subjectives et ne reflètent que les intérêts supposés du moment ou des individus et, comme tout cela se modifie au gré des circonstances que dirige un certain opportunisme, elles changent souvent de cap et opèrent ces revirements d'opinion qui étonnent.

6. C'est pourquoi la politique diffère suivant qu'elle se réclame de tel penseur ou se modèle sur tel autre. C'est pourquoi les politiques changent et se trompent quelquefois dans leur jeu de bascule en se méprenant sur leurs vrais intérêts, tandis que les principes qu'il nous coûte tant d'appliquer ordinairement gardent leur caractère de quasi-infaillibilité.

7. Parvenir à accommoder ou à adapter, dans tout problème qui se distingue par cette double face; d'un côté, les impératifs des principes juridiques, et de l'autre, les oscillations, les variations nées des nécessités politiques d'un moment, d'une circonstance donnée ou d'une époque, est une chose qui met en échec les formules de compromis les mieux pensées qui soient.

8. Sans prétendre au titre de juriste, mais sans pouvoir me dessaisir pour autant d'une certaine formation que l'on m'excusera de qualifier de juridique, il m'est difficile, face à un problème de ce genre, qui tient l'affiche depuis environ 15 ans à l'Organisation des Nations Unies, de ne pas m'inspirer de la doctrine pour m'en faire une opinion dans le sens du droit et de la justice. Ainsi, donc, que je le disais dans le passé, admettre un Etat à titre de Membre de l'Organisation des Nations Unies, c'est sans aucun doute, dans le langage juridique, consacrer sa reconnaissance.

9. Mais rétablir les droits légitimes d'un Etat n'est autre chose que de formuler avec subtilité une reconnaissance du temps jadis, car on ne peut vraiment rétablir que ce qui existait auparavant, à la manière — dirai-je — d'une quelconque action possessoire (ou réintégrande). Il n'en faut pas davantage pour voir qu'il s'agit bien là d'un problème sérieux, important, sans précédent dans l'histoire de l'Organisation, si chargée cependant d'épisodes importants. En effet, ce qui nous est demandé constitue une double énormité juridique car, pour satisfaire le point de vue de certains, il faudrait chasser des Nations Unies les représentants légitimes de la Chine nationaliste pour les remplacer par ceux de la Chine continentale, et décider que, ce faisant, on rétablit simplement les droits légitimes de ces derniers qui, juridiquement, représentent incontestablement une autre personne morale du droit des gens et donc, par voie de conséquence, un nouvel Etat pour l'Organisation des Nations Unies. Ce "rétablissement des droits légitimes",

comme on l'insinue, reviendrait à renouer tout bonnement des relations avec le gouvernement d'un Etat que nous aurions déjà reconnu, et admettre ainsi par déduction que la République populaire de Chine avait déjà une place parmi nous.

10. Agir avec une certaine légèreté sur une question si importante reviendrait à la minimiser jusqu'à une simple procédure de vérification de pouvoirs. Mais même ceux qui n'ont que quelque pratique du droit savent que c'est une thèse fausse, pleine de sophisme, dépourvue de toute valeur juridique, pour la bonne raison que l'Etat communiste chinois est une autre société politique, tout à fait différente de la société politique de la Chine nationaliste, Membre fondateur des Nations Unies.

11. L'histoire de la révolution chinoise nous le démontre clairement. Que nous apprend-elle? D'abord, la révolte des communistes chinois contre le Gouvernement constitutionnel de la Chine nationaliste, puis le repli de celui-ci à Formose, d'où le Gouvernement constitutionnel de la Chine nationaliste continue d'exercer et d'assurer la souveraineté nationale sur les 12 millions d'habitants qui composent la population de cette partie du territoire chinois.

12. Ce bref résumé des faits montre avec évidence qu'un nouvel Etat chinois, étranger et inconnu pour nous, aux Nations Unies, s'est installé à côté de la Chine nationaliste, Membre de l'Organisation. Poser, comme on s'efforce de le faire, un problème de substitution en arguant du rétablissement légitime des droits d'un Etat qui est un étranger à nos yeux, revient tout simplement à prêcher le sophisme. Pourquoi, me demandera-t-on? Parce que, malgré la violente commotion politique qui a ensanglanté et partagé la Chine, le Gouvernement nationaliste de ce pays n'a jamais cessé d'exister, posant à l'intérieur comme à l'extérieur tous les actes qui émanent de l'exercice de la souveraineté de l'Etat, notamment en continuant à assurer à l'Organisation des Nations Unies une représentation qui n'a cessé de lui faire honneur, de la Conférence de San Francisco à nos jours.

13. Certains semblent confondre la nation et l'Etat quand ils abordent le problème. Mais quelle différence il y a entre les deux! La nation est la réunion en société des membres d'une même contrée, ayant le même langage, régis par les mêmes lois, unis par l'identité d'origine. L'Etat, lui, est un corps politique, une réunion permanente et indépendante d'hommes, propriétaires d'un certain territoire, associés sous une autorité commune, organisés dans le but d'assurer à tous et à chacun l'exercice de sa liberté et la jouissance de ses droits. Son caractère d'association politique fait que sa naissance s'entoure de certaines conditions, tout comme son extinction, sa mort, en quelque sorte, se vérifie par certaines causes. Celles-ci sont au nombre de cinq et j'avoue n'en voir aucune qui dise que l'Etat chinois nationaliste, qui a ses représentants à l'Organisation des Nations Unies, a cessé d'exister. En effet, dans tout ce qui a été avancé pour essayer de prouver que l'Etat nationaliste chinois, juridiquement, n'existe plus, il n'a jamais été question de son incorporation, de son annexion, de sa réunion volontaire ou forcée à aucun autre Etat. Or, seules ces causes, limitativement énumé-

rées dans le droit des gens, pourraient être invoquées au besoin pour démontrer l'extinction, la disparition, la mort — si je puis ainsi m'exprimer — de l'Etat chinois nationaliste. Mais nous savons tous qu'il est de droit et de jurisprudence de dire, en pareille circonstance, que le gouvernement légal existe et qu'il continue et continuera d'exister tant qu'il n'a pas été ou n'aura pas été totalement absorbé par celui qui prétend le remplacer.

14. Ainsi donc, en application de cette jurisprudence constante, aucun Etat d'Europe, pendant la guerre de Sécession, ne considérait le Gouvernement de Washington comme dépossédé de son autorité, quelque régularité d'organisation qu'ait possédé alors le Gouvernement de la Confédération sudiste. Au Chili, en 1891, les puissances européennes tinrent pour légitime le gouvernement de Balmaceda jusqu'au jour de son effondrement définitif.

15. La révolution chinoise de 1949 — que l'on semble demander aux Nations Unies, malgré les principes que défend sa Charte, d'achever pour les communistes chinois par le rétablissement de prétendus droits acquis, alors que depuis 15 ans cette révolution se trouve incapable de modifier le statut de Formose — n'a effectivement réalisé qu'une chose: partager en deux l'immense territoire de la Chine, mais sans parvenir pour cela à détruire l'existence de l'Etat chinois nationaliste, société politique constitutionnellement établie, armée toujours de l'exercice de la souveraineté reconnue, car elle accredit des représentants à l'étranger et, notamment, comme je l'ai dit précédemment, à l'Organisation des Nations Unies.

16. Cette opinion émise par la délégation d'Haïti sera certainement partagée par les auteurs qui soutiennent que les transformations matérielles qui modifient l'étendue du territoire national en restreignant sa superficie n'affectent pas l'existence de l'Etat qui en aurait souffert, celui-ci conservant malgré tout son statut de personne internationale. L'Etat ne disparaît donc pas quand son territoire se rétrécit pour quelque cause que ce soit. Sans doute, sa puissance militaire et économique s'en ressent, mais cela ne saurait l'empêcher d'incarner la même personne morale, jouissant de la même autorité, des mêmes attributs que jadis, et ne saurait non plus empêcher son gouvernement légal de continuer l'exercice de la souveraineté sur toute la partie du territoire qu'il occupe.

17. Mais très loyalement, j'ajouterais aussi que, quand le démembrement du territoire est le résultat d'une révolution politique et sociale, c'est-à-dire d'un divorce avec la société politique qui avait antérieurement l'exercice de la souveraineté sur toute l'étendue du territoire, alors naît, du fait de cette rupture et seulement sur la partie qui s'est détachée, un nouvel Etat. Consultons l'histoire, et nous y verrons qu'ainsi sont nés, à la faveur de certains démembrements, de nombreux Etats d'Europe; c'est peut-être aussi depuis 1949 l'histoire de ce nouvel Etat communiste chinois qu'on essaie, bien à tort, de vouloir identifier avec l'Etat nationaliste chinois, Membre de l'Organisation des Nations Unies.

18. Mais il n'y a pas que cette petite incursion à travers le droit des gens qui puisse nous montrer

qu'il ne saurait être question d'expulser des Nations Unies les représentants de la Chine nationaliste; la Charte qui nous régit, elle aussi, s'y oppose. En effet, de quelles violations s'est-elle rendue coupable à nos yeux? Quelles sont les charges qu'on apporte à cet égard? Quels sont les chapitres, articles et paragraphes de la Charte des Nations Unies qu'elle aurait répudiés ou violés? Nul ne contestera que, sur ce point, le dossier de la Chine nationaliste est à peu près sans tache et, n'en déplaise à certains, la cause sur ce terrain se défend toute seule et d'elle-même.

19. Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, la Chine nationaliste s'est toujours acquittée honnêtement et loyalement de toutes ses obligations et, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, elle est peut-être le seul Etat à n'avoir jamais eu, à tort ou à raison, à répondre d'aucune plainte par devant cet important organe. Elle est donc la seule à n'avoir pas comparu au banc des accusés. Elle est la seule contre qui le Comité des Vingt-Quatre n'a jamais été saisi d'aucune affaire. Comme grande puissance du temps jadis, elle n'a sur la conscience le poids d'aucun passé qu'elle s'efforce de faire oublier par une quelconque politique de rachat.

20. Mais par anticipation sur l'avenir, il convient de signaler, dès maintenant, certaines considérations juridiques qui font ressortir la profonde analogie qui existe entre les privilèges dont jouissent les membres permanents du Conseil de sécurité et ceux que l'on accorde à tout membre statutaire en droit privé. Cette analogie réside dans le fait que tant les membres permanents que les membres statutaires ont été, en quelque sorte, créés avec les statuts de la Charte ou de la société qui leur confèrent des privilèges spéciaux, exclusifs que le droit qualifie d'intuitu personae. Cette sorte de discrimination, voulue et acceptée par tous, qui consiste à donner à quelques membres d'une société politique, littéraire ou commerciale, des privilèges exorbitants et personnels qu'on refuse aux autres, s'inspire de nombreuses et différentes considérations telles que la confiance, le prestige, la puissance et l'autorité morale qui entourent leur personnalité à un degré qui dépasse celui des autres. C'est donc compte tenu de leur valeur intrinsèque et de leurs mérites personnels que, d'un commun accord et à l'unanimité, on leur concède de si grands privilèges intransmissibles parce qu'il est défendu de les reporter sur leurs descendants ou remplaçants éventuels. Quelle en est la raison? C'est que dans une question tellement délicate, qui consiste à mesurer et à apprécier l'individu à l'échelle des valeurs humaines et des impératifs politiques, les hommes ne se ressemblent pas. D'où le caractère intuitu personae, qui façonne le statut de ces membres pour nous empêcher de les considérer comme des hommes interchangeables. Ce sont certainement toutes ces considérations qui ont poussé à la création des membres permanents du Conseil de sécurité qui, jouissant de tout ce que nous savons de la notion intuitu personae, paraissent les plus capables de réaliser cet équilibre politique qui obsédait tellement les législateurs de San Francisco. Tout membre permanent de ce grand organe politique des Nations Unies ne peut cesser d'en faire partie que si l'Etat qu'il représente juridiquement — je dis bien juridiquement et je le

souligne — cesse d'exister, ou si on dénonce le paragraphe instituant les membres permanents, et si par la suite, dans la nouvelle composition, un autre Etat le remplace. C'est ainsi que le jour où la Chine communiste sera admise à l'Organisation des Nations Unies parallèlement avec la Chine nationaliste, celle-ci devra conserver son siège au Conseil de sécurité à moins que n'intervienne une modification des statuts comme précédemment indiqué.

21. La question qui nous est soumise est donc, comme je le disais au début de mon intervention, très importante, et il est par conséquent compréhensible que les opinions soient très partagées quand des intérêts politiques mêlés à une compétition idéologique viennent se greffer sur un si irritant et délicat problème de droit international.

22. Jusqu'ici, nous nous sommes gardés de nous lancer dans un examen du problème au point de vue politique car ce sur quoi repose notre opinion ne consiste pas à dresser un inventaire des progrès économiques et militaires qu'aurait réalisés la Chine communiste. Nous pensons que les principes qui conditionnent la naissance, l'existence et la mort d'un Etat sont trop importants pour que nous puissions ramener le problème à une question de population et à la peur que nous éprouvons devant la puissance de destruction qui se développe, et pour que nous puissions ouvrir nos portes car, comme on le dit, le lion mis en cage ne demeure pas moins dangereux pour ses dompteurs. C'est la raison pour laquelle il nous paraît un peu paradoxal, tandis que nous nous évertuons à voter des résolutions réclamant la destruction des armes nucléaires et thermonucléaires, signalant le danger de leur prolifération, de leur dissémination, qu'il soit fait mention des progrès rapides réalisés par la Chine communiste dans ce domaine en tant qu'argument de poids pour décider de la substituer à l'autre Chine qui, elle, refuse d'axer sa politique sur cette voie que condamne l'opinion internationale. Ironie des choses humaines, autant que logique boiteuse des conceptions politiques auxquelles nous ne réfléchissons pas assez, l'homme arrive par moment à louer le mal et à condamner le bien. Quelque respect que nous puissions professer pour l'opinion de chacun, celle-ci nous porte à avoir plus que de la réserve.

23. L'analyse juridique que nous avons faite du problème, en nous étayant sur des principes de droit auxquels on ne saurait manquer de recourir dans une question tellement importante, incite ma délégation, une fois de plus, à considérer comme irrecevable la demande que quelques Etats Membres ont introduite pour que soient rétablis les droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies.

24. Sur instructions expresses du Président à vie de la République d'Haiti, l'honorable Dr François Duvalier, nous voterons donc contre tout projet de résolution faisant droit à ladite demande.

25. M. VIZCAINO LEAL (Guatemala) [traduit de l'espagnol]: La question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, question qui figure à l'ordre du jour approuvé par l'Assemblée générale,

permet à notre délégation de préciser une fois de plus sa position en la matière.

26. En premier lieu, notre délégation entend faire observer que, pour elle, il n'existe qu'une seule Chine. En conséquence, elle rejette la thèse soutenue par certains, suivant laquelle il existe deux Chines: celle de Pékin et celle de Taïwan. En second lieu, et bien que le peuple de Chine soit soumis à deux gouvernements distincts, l'un le gouvernement communiste de Pékin et l'autre, le gouvernement démocratique de Taïwan, notre délégation tient ce dernier pour légitime: c'est avec lui du reste que mon gouvernement entretient les meilleures relations d'amitié.

27. En effet, le gouvernement de Pékin est né d'une révolution qui est parvenue, avec l'aide de l'étranger, à s'emparer de la plus grande partie du territoire chinois. Ce gouvernement ne jouit pas de l'adhésion du peuple chinois, lequel ne voit en lui qu'un gouvernement usurpateur et tyrannique qui lui a fait subir l'un des plus grands massacres dont l'histoire ait connaissance. Ce gouvernement n'a jamais voulu se soumettre au verdict librement exprimé du peuple chinois, auquel il a imposé son autorité. Le style de vie que ce peuple avait hérité d'une tradition et d'une culture séculaires a été violemment transformé par le plus odieux des massacres. De ce massacre furent victimes non seulement ceux qui ne voulaient pas de cet état de choses, mais davantage encore, ceux dont le Gouvernement de Pékin supposait qu'ils pouvaient nourrir des opinions contraires aux réformes sociales tant vantées qui, au cours du temps, ont transformé le peuple chinois de la manière la plus grave.

28. A l'inverse, le Gouvernement de Taïwan est issu de la volonté exprimée par le peuple chinois, conformément au système juridique constitutionnel que ce peuple s'est choisi. Ce gouvernement a opéré des réformes sociales, sagement acceptées par la nation telles que la réforme agraire et la suppression de l'analphabétisme, qui a pratiquement disparu dans le peuple sur lequel il exerce encore sa juridiction.

29. Par conséquent, et bien qu'il n'appartienne ni à mon gouvernement ni à mon pays d'intervenir dans les affaires intérieures d'autres nations, c'est en toute souveraineté que le Guatemala a choisi d'entretenir des relations avec le Gouvernement chinois dont le siège est aujourd'hui encore à Taïwan. Ce gouvernement représente la légitimité juridique, qui n'est pas affaire de nombre non plus que de domination, mais exclusivement une question juridique et, par conséquent, une question de justice. Pour établir cette justice en conformité avec le critère juridique, le nombre des habitants, la puissance, ainsi que l'étendue territoriale de l'une des parties, ne sauraient être invoqués, car ce ne sont point là des éléments qui peuvent améliorer le droit, le droit étant étranger à ces notions, encore qu'il soit avec elles en rapport étroit.

30. C'est en appliquant une politique fondée sur les faits que ma délégation estime que le Gouvernement de la République de Chine, dont le siège se trouve, provisoirement et en raison des hasards de la guerre, dans l'île de Taïwan, est une réalité indéniable. Le

Gouvernement de Pékin lui-même soutient qu'il n'existe qu'une seule Chine, et bien qu'il accable d'épithètes malsonnantes le Gouvernement légitime de la Chine, quand il y fait allusion, il n'en nie pas l'existence, fût-ce à des fins de propagande.

31. D'autre part, le Gouvernement de la République de Chine a maintenu le régime juridico-politique qui est celui de son pays depuis la fondation des Nations Unies et sa légitimité est établie dans la Charte même, Article 23, où la représentation qu'il assume aux Nations Unies est désignée strictement sous le titre de République de Chine et jamais sous celui de République populaire de Chine.

32. En outre, ma délégation soutient que la question débattue aujourd'hui par cette Assemblée est une question importante et que, par conséquent, conformément à la Charte, sa solution requiert d'être votée à la majorité des deux tiers.

33. En effet, ceux qui patronnent l'admission du régime de Pékin au sein des Nations Unies ont souligné l'énorme importance qu'elle revêt pour le monde et, chose paradoxale, ils insistent maintenant sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une question importante, mais d'une simple question de pouvoirs, ce qui entraînerait, par voie de conséquence, une résolution acquise à la majorité simple de l'Assemblée.

34. Cependant, et conformément à l'Article 18 de la Charte, "l'élection des membres non permanents du Conseil de sécurité" et "la suspension des droits et privilèges de Membres" sont des questions importantes. Ma délégation se demande dans ces conditions: Où veut-on en venir, si ce n'est à suspendre les droits et privilèges légitimes de la République de Chine en tant qu'Etat Membre et membre permanent du Conseil de sécurité? Mieux encore: si l'élection d'un membre non permanent du Conseil de sécurité est une question importante, comment n'en serait-il pas de même pour une décision qui, dans le cas supposé mais inacceptable où elle serait favorable au régime de Pékin, impliquerait nécessairement le changement et le remplacement d'un membre permanent du Conseil de sécurité et d'un Etat Membre, ce qu'est la République de Chine?

35. La question de l'universalité, que l'on a brandie à l'appui de la thèse favorable au Gouvernement de Pékin, est également l'objet d'un règlement défini dans la Charte des Nations Unies, règlement que l'on ne saurait esquiver, quelles que soient les raisons invoquées en faveur des thèses que l'on entend soutenir.

36. En effet, l'Article 4 de la Charte des Nations Unies établit formellement au paragraphe 1 que:

"Peuvent devenir Membres des Nations Unies tous autres Etats pacifiques qui acceptent les obligations de la présente Charte et, au jugement de l'Organisation, sont capables de les remplir et disposés à le faire."

C'est dire que l'universalité est réglée par la Charte même et qu'elle s'applique nécessairement et strictement aux Etats pacifiques qui acceptent les obligations fixées dans la Charte.

37. Ce débat a été très utile en ce qu'il a fait la preuve que le régime de Pékin ne répond pas à ces

conditions. Ma délégation n'y insistera donc pas. Il suffit des interventions qui ont eu lieu et plus encore des faits mentionnés au cours de ce débat et qui sont connus de tous les représentants. Il est superflu de revenir sur les déclarations faites par les dirigeants du régime de Pékin. Des faits comme ceux qui se sont produits dans cette Assemblée même, quand la Chine communiste fut condamnée par les Nations Unies pour son agression en Corée, sont plus que suffisants pour éclairer le cas et, s'il en fallait davantage, il y a l'invasion de l'Inde, l'invasion du Tibet, dont cette Assemblée devra connaître à nouveau, puisque la question est inscrite à son ordre du jour; il y a les actions subversives de la Chine au Laos, au Vietnam, en Indonésie, en Thaïlande, en Malaysia, aux Philippines, dans les pays d'Afrique, etc. Ces faits complètent le tableau démontrant que la Chine ne saurait être Membre des Nations Unies, étant donné qu'elle n'est pas un Etat pacifique, qui accepte les obligations stipulées à l'Article 4 de la Charte.

38. Au cours de la séance de l'Assemblée générale qui s'est tenue le 10 de ce mois, dans l'après-midi [1373ème séance], le représentant des Philippines nous rappelait la résolution 396 (V) de l'Assemblée, qui fixe la procédure à suivre "chaque fois que plus d'une autorité prétend être le gouvernement qualifié pour représenter un Etat membre à l'Organisation des Nations Unies". La résolution précise que dans ce cas, "cette question doit être examinée à la lumière des buts et des principes de la Charte et des circonstances propres à chaque cas". Comme le représentant précité, dont le discours fut remarquable, nous croyons que le régime de Pékin "en condamnant la coexistence pacifique, en s'opposant au désarmement sous quelque forme que ce soit, en prônant la violence et la guerre, en jurant de détruire les Nations Unies et en commettant des actes de subversion contre ses voisins et d'autres pays dans le monde, la Chine communiste s'est disqualifiée d'elle-même et n'a donc guère besoin d'être disqualifiée par nous, en ce qui concerne sa participation à l'œuvre des Nations Unies". Cependant, ma délégation va un peu plus loin.

39. En effet, la question qui est soumise à notre examen est formulée comme suit: "Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies". Or ce cas n'entre pas dans le cadre de la résolution 396 précitée, étant donné qu'il n'existe pas deux régimes se disputant le droit à la représentation authentique au sein des Nations Unies. Nul n'ignore qu'il y a en Chine deux régimes politiques. Mais l'un d'eux, pour nous et pour le peuple véritable de ce pays, représente authentiquement la Chine. Il siège aux Nations Unies, avec les prérogatives et les privilèges que lui accorde la Charte, et il démontre par des faits son attachement à la paix et aux postulats des Nations Unies: j'ai nommé le régime de la République de Chine. Tandis que l'autre, le régime de Pékin, ne revendique pas, auprès des Nations Unies, le droit d'être représenté, non plus qu'il ne conteste le droit de la République de Chine à se maintenir au sein de l'Organisation, ainsi que peuvent s'en rendre compte les représentants à cette Assemblée par le fait qu'aucun représentant de ce régime n'a été nommé auprès des Nations Unies et, qu'en conséquence, le cas ne se pose pas, pour les

Nations Unies, de résoudre la question de savoir qui représente authentiquement le peuple chinois, conformément à la résolution précédemment citée.

40. Non, Monsieur le Président, cette Assemblée ne se trouve pas en présence d'une question à trancher. Nous dirions mieux, pour parler en termes de procédure issue du droit romain, qu'elle est en train de résoudre une question préalable, sans avoir d'abord entendu les parties. N'est-ce point là une absurdité juridique et politique?

41. Nous ne trouvons, en effet, d'autre mot qui convienne. On a proposé l'inscription de ce point à l'ordre du jour de la vingtième session, en vertu de quoi l'Assemblée générale discute pour savoir quel est le représentant authentique du Gouvernement chinois. Elle intervient ainsi dans une affaire d'ordre exclusivement intérieur, où la faction rebelle ne conteste pas l'authenticité de la représentation que le gouvernement légitime assume au sein des Nations Unies, ni n'envoie de représentant. Bien mieux: elle multiplie les déclarations contre les principes de la Charte, agit comme si celle-ci n'existait pas et va jusqu'à proclamer son désir de détruire les Nations Unies par tous les moyens qui sont à sa portée. En dépit de quoi et en dépit du fait que le cas inscrit à l'ordre du jour n'existe pas, nous irions en connaître, nous, dans cette Assemblée, et le résoudre en octroyant la représentation authentique à un régime tyrannique et oppresseur, qui ne veut ni faire partie de l'Organisation des Nations Unies ni respecter les postulats de la Charte? Franchement, l'absurdité politique et juridique que l'on veut faire commettre par cette Assemblée en arrive à des extrémités inconcevables.

42. Il y a peu de temps, S. S. le pape Paul VI, profondément angoissé par la menace de guerre et de destruction qui pèse sur notre Organisme, nous adressait les paroles que voici: "... Faites en sorte de ramener parmi vous ceux qui se seraient détachés de vous; étudiez le moyen d'appeler à votre pacte de fraternité, dans l'honneur et avec loyauté, ceux qui ne le partagent pas encore." [1347ème séance, par. 31]. Mais, où serait l'honneur, où serait la loyauté envers les principes de la Charte, si nous apportions à ce problème une solution qui serait contraire à la légitimité, à l'honneur et à la loyauté, et même si nous intervenions abusivement dans la politique intérieure des Etats, en retirant au gouvernement d'un Etat Membre les privilèges et les droits que lui octroie la Charte des Nations Unies, pour les offrir à un autre qui condamne en paroles et en faits cette Charte des Nations Unies, laquelle nous unit tous par les liens de la fraternité et de la liberté?

43. En vérité, je le répète, l'absurdité politique que l'on veut faire commettre par cette Assemblée et qui se double d'une absurdité juridique échappe à toute qualification.

44. M. COLLIER (Sierra Leone) [traduit de l'anglais]: Une fois de plus, l'Assemblée générale des Nations Unies est saisie de la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit d'un sujet si ancien et d'arguments si souvent répétés qu'il me suffira peut-être de réaffirmer en termes simples la position de mon gouvernement sans

trop insister sur des arguments qui, je le sais, sont bien connus de tous.

45. Ma délégation adhère fermement au principe de l'universalité de la composition de notre Organisation, qui est consacré dans sa Charte. Nous croyons que notre Organisation ne sera jamais en mesure de s'acquitter convenablement de son rôle de maintien de la paix à une époque troublée et dangereuse, si la République populaire de Chine ne participe pas aux délibérations qui se déroulent ici sur les affaires du monde, afin de contribuer à tracer le cours des affaires humaines. Le maintien de la paix mondiale représente indéniablement une question dont on ne saurait trop souligner l'intérêt qu'elle présente pour un gouvernement qui exerce un pouvoir effectif sur le quart de l'humanité. En outre, comment notre organisation pourrait-elle sincèrement prétendre présider aux affaires du monde quand une partie aussi vaste et importante de la communauté mondiale demeure exclue de ses délibérations et de ses activités? C'est un argument inéluctable qui peut être employé avec force en toutes occasions; mais, dans la conjoncture présente des affaires internationales, alors que des événements aussi brutaux se produisent dans le monde entier à une vitesse vertigineuse et avec des répercussions en Asie, en Afrique, et en fait dans d'autres parties du monde, en ces jours de tension mondiale, nous ne pouvons, nous ne devons pas manquer de faire passer le dialogue, la discussion et la négociation avant toutes autres considérations dans la conduite des affaires internationales. C'est cela ou la guerre et peut-être pis encore. Ce dialogue, cette discussion ou cette négociation ne peuvent être conduites comme il convient sans la participation de la République populaire de Chine.

46. Certains ont soutenu, quelque peu vigoureusement, à cette tribune que la République populaire de Chine est agressive, qu'elle est fauteur de guerre invétéré, une source de tension dans diverses parties du monde. Même s'il en était ainsi — et ma délégation n'est assurément pas en mesure de souscrire à ce point de vue — il paraîtrait logique d'y trouver des raisons suffisantes pour rendre impérative la présence parmi nous d'un gouvernement représentant 700 millions d'hommes pour participer à l'élaboration des lignes directrices et des normes de conduite dans les relations internationales. Tout au long de ce débat, nous avons entendu divers orateurs lancer des accusations d'agression et de tendances agressives à l'adresse de diverses puissances. Certains pensent que le mot "agression" est un mot tellement épineux qu'il échappe à toute définition précise. Peut-être ce mot n'est-il si épineux qu'en raison des significations politiques qu'on lui donne si fréquemment quand il est utilisé aux Nations Unies. En vue des difficultés auxquelles nous ne pouvons manquer de nous heurter pour parvenir à une définition de ce mot que tout le monde accepterait et des difficultés encore plus graves auxquelles nous nous heurterions si nous tentions de préciser à qui s'applique cette définition acceptée par tous, nous ferions peut-être bien mieux de ne pas trop insister sur de telles classifications. Le simple principe directeur de l'universalité, s'il était appliqué, répondrait dans une très large mesure aux aspirations de la communauté mondiale.

47. Ma délégation est d'avis que le règlement de ce problème ne doit plus souffrir d'atermoiements. La République populaire de Chine doit retrouver sa place légitime à l'Organisation des Nations Unies. Ce gouvernement entretient des relations diplomatiques, culturelles et commerciales effectives avec nombre de gouvernements représentés ici. Il nous suffit d'accepter ce fait comme une indication appropriée et convaincante de l'aptitude de la République populaire de Chine à tenir sa place dans la communauté mondiale et à se conformer à une conduite internationale normale. Sans vouloir mettre en cause un gouvernement quelconque en particulier, ma délégation estime que bon nombre des accusations d'agression prodiguées à l'encontre de la République populaire de Chine pourraient être adressées avec une égale vigueur à certains des Etats Membres qui occupent pieusement leurs sièges ici et participent aux affaires des Nations Unies — et dont quelques-uns montent même à cette tribune pour clouer au pilori la République populaire de Chine. Pour ces raisons, ma délégation soutiendra l'installation de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, et nous espérons vivement que toutes les délégations en feront de même et que les Nations Unies prendront maintenant cette mesure, d'une importance primordiale pour la réalisation de leurs objectifs de pleine représentation du monde et de véritable universalité.

48. A cet égard, ma délégation approuve entièrement les paroles de notre éminent et distingué Secrétaire général, U Thant, dans son allocution à l'Union interparlementaire à Ottawa, le 9 septembre 1965:

"Tôt ou tard, d'une façon ou d'une autre, nous devons achever l'édification d'une communauté mondiale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies qui comprendrait tous les pays, indépendamment de leur idéologie et de leur étendue, afin que toutes les nations soient mues par le même désir de servir la cause de la paix, de la liberté et de la justice.

"... On ne peut guère progresser dans la voie du désarmement, général ou nucléaire, tant que l'une des grandes puissances militaires du monde du point de vue des armes classiques, devenue récemment une puissance nucléaire de son propre chef, ne participera pas aux débats consacrés à une question aussi grave."

Ce sont là des sentiments que l'humanité tout entière peut partager, et ma délégation souhaite que ces sentiments et ces espoirs nous aident à parvenir à la seule décision correcte sur cette question, qui est de restituer à la République populaire de Chine la place qui est légitimement la sienne dans cette Organisation.

49. M. DIALLO (Guinée): Monsieur le Président, la délégation guinéenne voudrait vous dire combien elle est heureuse de vous voir reprendre le fauteuil présidentiel au moment où l'Assemblée générale aborde la discussion de l'une de ces questions clefs qui conditionnent le maintien de la paix internationale et l'avenir de l'Organisation des Nations Unies.

50. La question du rétablissement de la République populaire de Chine dans ses droits légitimes à l'Organisation des Nations Unies, inscrite depuis 15 ans à

l'ordre du jour de notre haute instance, n'a jusqu'ici pas trouvé de solution. C'est que, dans le passé, cette question a souvent été examinée sous l'angle et dans l'atmosphère de la guerre froide qu'elle a en même temps, par une espèce de noria sans fin, alimentée comme thème de propagande.

51. Souvent aussi, une politique d'obstruction systématique fondée sur des artifices de procédure créés de toutes pièces par les spécialistes du maquis de la procédure, empêchait toute discussion au fond de la question. D'autres fois, des initiatives tout à fait partisans amenaient à condamner, sans même l'avoir préalablement entendue, la République populaire de Chine accusée injustement d'agression en Corée, au Tibet et ailleurs. Toutefois, au fil des années, le débat a fait fi de la ligne de partage des blocs pour devenir une affaire personnelle, passionnelle, entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République populaire de Chine. C'est qu'en effet le Royaume-Uni et, plus récemment, la France, tous deux membres du bloc occidental, faisant preuve de réalisme politique, ont fini par reconnaître le Gouvernement de Pékin.

52. En même temps qu'elle débordait ainsi le cadre étroit des blocs, et avec l'avènement massif sur la scène internationale, à partir de 1960, des nations d'Asie et d'Afrique, cette question devenait une des préoccupations fondamentales de la famille afro-asiatique dont la République populaire de Chine est un membre si influent et si actif.

53. Dès lors, la nouvelle conjoncture politique internationale devenait favorable au rétablissement dans ses droits légitimes de cette grande puissance à l'Organisation des Nations Unies. Mais les adversaires de Pékin, voulant indéfiniment reculer l'échéance de l'histoire, ont trouvé un nouveau stratagème. Se fondant dès 1961 sur une interprétation pour le moins contestable de l'Article 18 de la Charte, ils ont affirmé qu'il s'agit là d'une question importante, tellement importante qu'elle ne pourra être tranchée par l'Assemblée générale qu'à la majorité des deux tiers de ses membres.

54. En effet, comme l'ont rappelé plusieurs orateurs qui m'ont précédé à cette tribune, l'ère des majorités automatiques est définitivement révolue. Car, comment comprendre autrement que pendant 12 ans l'on se soit contenté de l'exigence d'une majorité simple pour trancher cette question et que, du jour au lendemain, l'on nous proclame: "Non, vraiment, nous nous sommes trompés pendant 12 ans. Ce n'est pas la majorité simple qu'il faut ici, mais bien évidemment la majorité des deux tiers." Avouons-le, un tel raisonnement manque de sérieux.

55. Quoi qu'il en soit, cette année la situation a encore favorablement évolué. Des pays afro-asiatiques — dont la République de Guinée — non impliqués dans les conflits idéologiques, ont demandé l'inscription à l'ordre du jour de la présente session du point intitulé "Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies" [voir A/5971 et Add.1 et 2]. Ils l'ont fait, poussés par des considérations de simple respect des normes du droit international, de simple justice et de réalisme politique.

56. Personne ne peut valablement contester en effet que 16 ans après le triomphe de sa glorieuse révolution, le Gouvernement de la République populaire de Chine n'exerce, dans des conditions normales, une autorité paisible, continue et effective sur tout le territoire chinois, à l'exception de Taiwan, militairement et politiquement occupé par l'étranger. Ce sont là les exigences du droit international pour valider, sur le plan international, un gouvernement issu d'une révolution. Nul doute que le Gouvernement de Pékin ne satisfasse pleinement et entièrement à ces exigences.

57. D'ailleurs, nombre de pays Membres de l'Organisation sont représentés par des gouvernements issus de processus extra-constitutionnels, et on n'a jamais contesté cependant le caractère représentatif de ces gouvernements. Pourquoi alors les tenants de la légitimité constitutionnelle voudraient-ils appliquer un autre étalon de mesure à la République populaire de Chine?

58. De plus, le Gouvernement de la République populaire de Chine remporte chaque jour des victoires de plus en plus éclatantes. Dans le domaine social, il a réussi à sortir de la misère plus de 700 millions d'individus, soit plus du tiers de la population du globe. L'avenir qui s'offre au peuple chinois aujourd'hui est un avenir plein d'espérance, radieux, et non plus cet avenir bouché qui était son lot sous l'empire de l'ancien régime féodal et corrompu.

59. Dans le domaine technologique et scientifique, les progrès de la République populaire de Chine ont été si foudroyants que, par les seules ressources de son génie propre, le peuple chinois, en l'espace d'une décennie, a réussi à maîtriser les secrets de l'atome. C'est là une victoire de la volonté populaire sur la matière. C'est là une victoire certaine qui redonne à tous les peuples du tiers monde courage et confiance dans leur destin.

60. Dans ces conditions, il nous paraît pour le moins paradoxal et tout à fait inadmissible que les succès de sa révolution soient utilisés, au mépris des principes fondamentaux du droit international, contre les droits les plus naturels et les prérogatives les plus légitimes du peuple chinois sur le plan international. Cela heurte notre sens de la justice. Cela heurte notre sens de la légalité internationale.

61. Comme l'a déclaré avec force le chef de l'Etat guinéen, le président Ahmed Sékou Touré, que je cite:

"Il est temps que cette grave injustice soit réparée. On ne peut parler de paix et de coopération internationale en tenant à l'écart la représentation légitime de la Chine populaire. Il n'y a pas de manière plus directe de saper les bases de l'ONU que d'en faire une maison où l'on parle beaucoup de paix et d'égalité, tout en jetant l'exclusive sur une partie du monde, tout en refusant cette justice à une partie du monde."

62. Reprocherait-on au peuple chinois d'avoir choisi un régime qui ne rencontrerait pas les sympathies de tous? Le choix de son régime, c'est l'affaire du peuple chinois et de lui seul. Au nom de quel principe "sacro-saint" des forces extérieures voudraient-elles encore limiter ce grand peuple dans le choix, l'organisation

et l'orientation de son régime? Aucun Etat, quel qu'il soit, sous quelque prétexte que ce soit, ne saurait intervenir dans ce choix éminemment souverain du peuple chinois. C'est un principe fondamental du droit international, qui règle les rapports pacifiques entre Etats, et que tous nous devons de respecter scrupuleusement.

63. Ce ne sont pas seulement des arguments de justice élémentaire et les principes fondamentaux du droit international qui militent en faveur de la restitution à la République populaire de Chine de son siège légitime à l'Organisation des Nations Unies. Ce sont aussi des arguments de réalisme politique. Nous avons déjà eu l'occasion de le dire à cette même tribune le 11 octobre 1965 [1356ème séance], tenir la République populaire de Chine écartée de l'Organisation des Nations Unies, ce n'est pas servir la cause de cette organisation, ce n'est pas servir non plus la cause de la paix. Ce n'est là ni une politique réaliste, ni une politique favorable à la solution des grands problèmes de l'heure.

64. Chacun en conviendra avec nous, le maintien de la paix en Asie passe nécessairement par Pékin. Comment espère-t-on dès lors régler le problème vietnamien et venir à bout de toutes les tensions qui règnent en Asie en faisant abstraction de la République populaire de Chine, et sans la participation et le concours effectifs de cette dernière, à moins que toutes les déclarations de volonté de paix que nous avons entendues ici n'aient été faites du bout des lèvres? Et si le maintien de la paix en Asie passe nécessairement par Pékin, il faut le dire avec force, dans ce monde que les progrès de la science ont rendu si solidaire, le maintien de la paix universelle passe nécessairement par l'Asie aussi.

65. D'autre part, quel serait le sens d'un désarmement général et complet auquel la République populaire de Chine ne participerait pas? Quel serait le sens d'un traité de non-prolifération des armes atomiques au bas duquel ce grand Etat n'aurait pas apposé sa signature? En vérité, tant qu'on continuera à se voiler hypocritement la face et à refuser d'appréhender la réalité telle qu'elle est et non pas telle qu'on voudrait qu'elle fût, tant qu'on s'entêtera à frapper la République populaire de Chine d'un ostracisme aussi injustifié que vexatoire, nous ne pourrions trouver aucune solution satisfaisante aux graves problèmes qui occupent le plus clair de notre temps. Nous le répétons: tenue en dehors des Nations Unies, la Chine exercera — elle exerce déjà en fait — un veto permanent sur tous ces problèmes.

66. Il est vrai que des accusations malveillantes et sans fondement sont lancées contre la Chine. On nous dit, et on veut nous convaincre, que celle-ci n'aurait pas l'intention de respecter les principes de la Charte de l'Organisation, qu'elle voudrait simplement, dit-on, faire éclater. Tous ces beaux discours se ramèneraient donc à un simple procès d'intentions.

67. Cependant, il est parmi nous des Etats pour qui le non-respect, que dis-je, la violation délibérée et systématique des principes et des stipulations de la Charte, de nos résolutions les plus unanimement adoptées, est devenue chose quotidienne, endémique. Que l'on se rappelle simplement que l'Afrique du

Sud et le Portugal siègent encore parmi nous dans cette salle. De quelles violations des dispositions de la Charte et de nos résolutions ces pays ne se sont-ils pas rendus coupables? De cela on ne souffle mot. Ce n'est pas très grave, après tout, puisque ce sont des alliés politiques et militaires. Mais le problème posé n'est pas un problème d'alliance politique et militaire.

68. On nous répète aussi, et on veut nous convaincre encore, que la Chine est un fauteur d'agressions. Nous ne sachions point cependant, nous peuples d'Afrique et d'Asie, qui avons tant souffert d'agressions injustes au cours de l'histoire, que des troupes chinoises se soient rendues au Congo, au Viet-Nam. Nous ne sachions point cependant que la République populaire de Chine ait jamais pactisé avec les véritables ennemis de l'Afrique en Afrique du Sud ou en Rhodésie du Sud. Nous ne sachions point cependant qu'elle ait mené une guerre injuste, aveugle, de répression coloniale en Angola, au Mozambique et en Guinée dite portugaise.

69. Enfin, on ajoute — et ce n'est pas la moindre des accusations proférées contre la Chine — que celle-ci se mêle des affaires intérieures des autres Etats. Il est à remarquer que ceux qui lancent une pareille accusation, ce sont ceux-là mêmes qui connaissent mal ce grand pays, qui n'ont aucune relation avec lui et qui se mêlent le plus intimement de ses affaires intérieures en trouvant à redire là où le peuple chinois s'est clairement prononcé.

70. En réalité, la République populaire de Chine est un Etat responsable et pacifique qui a participé à de nombreuses conférences internationales tenues dans l'intérêt de la restauration ou du maintien de la paix: Conférence de Genève de 1954 destinée à ramener la paix en Indochine, Conférence sur la question du Laos en 1961-1962. Elle était au rendez-vous historique des peuples afro-asiatiques à Bandoung en 1955, elle en a signé le communiqué final, dans lequel se trouvent consignés les 10 principes fondamentaux de l'afro-asiatisme, qui sont pour la plupart inspirés par la Charte des Nations Unies.

71. Bien plus, pour donner une preuve supplémentaire de sa volonté de paix, la Chine, au moment de faire éclater sa première bombe atomique, a déclaré solennellement qu'elle arrêterait toute production atomique si un désarmement général et complet intervenait, et c'est à juste titre que cette bombe a été appelée la bombe de la paix.

72. Mon pays est du nombre des 50 Etats souverains d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Europe qui entretiennent des relations diplomatiques, commerciales et de coopération avec la République populaire de Chine, relations fondées sur une amitié sincère et sur le respect mutuel. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le déclarer devant cette assemblée, jamais la République populaire de Chine n'a essayé de s'immiscer dans nos affaires intérieures. Ses techniciens et ses experts, dévoués et modestes, courageux et talentueux, respectent notre peuple, ses traditions, ses coutumes, et jouissent en retour de son profond respect et de sa plus grande amitié.

73. Ceux qui connaissent la Chine et son peuple savent que la République populaire de Chine est éprise de paix et de justice, mais que fiers et altiers, les Chinois

n'ont pas peur d'une guerre éventuelle dans laquelle ils auraient à défendre leur dignité d'hommes.

74. Il nous semble difficile que tous les Etats qui entretiennent ainsi des relations normales avec la République populaire de Chine puissent se tromper unanimement et simultanément sur l'appréciation de son régime et de sa volonté de paix dans la dignité et dans l'égalité. On sait que parmi ces Etats figurent trois des quatre membres permanents qui siègent valablement à l'heure actuelle au Conseil de sécurité, organisme auquel la Charte de l'Organisation a confié la haute mission de gardien de la paix.

75. C'est notre devoir le plus impérieux de restaurer la République populaire de Chine et son peuple dans leurs droits légitimes à l'Organisation des Nations Unies. Ce faisant, nous rendrions sa dignité à cette organisation, que la situation actuelle disqualifie profondément aux yeux des peuples du monde.

76. Je sais cependant qu'à l'énoncé d'une telle proposition, certains se demandent aussitôt, le plus sérieusement du monde — mais avec, toutefois, un accent certain de sentimentalité — ce qu'il faudra faire des représentants de M. Tchang Kai-shek. Que l'on y prenne garde cependant: ce problème n'est pas un problème sentimental. Et c'est fausser toutes les perspectives que de vouloir l'envisager comme tel. A ce propos, on est allé bien loin puisqu'on a même soutenu à cette tribune qu'il serait injuste de renvoyer ces représentants, car la soi-disant Chine nationaliste serait Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies. Une telle assertion est dépourvue de tout fondement. C'est en effet l'Etat chinois en tant que tel qui est Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies. Il se trouve qu'à l'époque de la création de cette organisation, cet Etat était représenté par le gouvernement Tchang Kai-shek. Par la suite, ce gouvernement a été renversé; ses tenants, rejetés à la mer, s'accrochent désespérément à l'île de Formose grâce à l'aide de l'étranger, à savoir des Etats-Unis d'Amérique.

77. Le problème qui se pose, c'est en définitive celui de savoir si c'est le prétendu gouvernement Tchang Kai-shek ou le Gouvernement central de la République populaire de Chine qui représente l'Etat chinois. La réponse, on en conviendra, ne souffre aucune équivoque.

78. Le drame, c'est qu'on se fonde sur des fictions juridiques absolument contre nature pour prétendre qu'un gouvernement renversé, renié par son propre peuple, peut encore le représenter. On va même jusqu'à soutenir que les membres d'un tel gouvernement, qui ne représentent en définitive qu'eux-mêmes, sont une grande puissance. On les fait siéger au Conseil de sécurité; ils jouissent de toutes les prérogatives reconnues aux grandes puissances sans être à même, et pour cause, de pouvoir s'acquitter de leurs obligations nationales puisque vivant du soutien de tout ordre de l'étranger, et a fortiori sans être à même de s'acquitter des obligations corrélatives à la notion de grande puissance.

79. Il est temps que de telles fantaisies, qui portent en elles un germe certain de destruction pour l'Organisation et qui compromettent dangereusement la paix et la sécurité mondiales, prennent fin. Il est temps

que nous prouvions au monde et à l'opinion publique mondiale que nous sommes ici des Etats responsables qui évaluent les problèmes non pas en fonction de sympathies politiques plus ou moins avouées, mais en fonction des critères objectifs définis par la Charte.

80. En abordant l'âge de sa majorité, l'Organisation des Nations Unies, si elle rétablit la République populaire de Chine dans ses droits légitimes au sein de la communauté internationale, aura administré la plus belle leçon de sa maturité. C'est d'ailleurs la condition de sa survie, la condition de sa réhabilitation. Si elle réussit à la remplir, elle survivra et sera réhabilitée. Et alors: qu'elle survive et qu'elle soit réhabilitée!

81. M. RAMANI (Malaisie) [traduit de l'anglais]: Ce débat a porté sur un domaine très vaste et les représentants ont pris des positions allant d'une extrémité à l'autre du spectre politique international. Plus de quarante discours ont été entendus dans cette salle depuis lundi — le mien, me dit-on, est le quarante-septième — sur un thème qui, une année après l'autre depuis 1961, exception faite de la dix-neuvième session qui a tourné court, a constamment engendré des flots d'éloquence politique d'un genre particulier. Il devrait être évident qu'il est maintenant difficile de faire preuve d'audace ou d'originalité dans la présentation de l'une ou de l'autre des doctrines opposées. J'espère cependant que l'on me pardonnera si je me risque à avancer que la délimitation précise des principaux problèmes sur lesquels nous avons à nous prononcer paraît rester obscure, ou avoir été obscurcie par une épaisse couche de rhétorique polémique.

82. En abordant le problème du rétablissement de ce que certains représentants considèrent comme les droits légitimes du Gouvernement de Pékin par l'exclusion des représentants du Gouvernement nationaliste de cette Assemblée et de tous ses organes, deux positions fondamentales doivent être considérées comme admises non seulement pour la clarté du débat, mais aussi pour limiter ce dernier à l'essentiel du problème. Premièrement, la question que nous discutons n'est pas celle de l'admission de la Chine comme membre nouveau de l'Organisation des Nations Unies. Deuxièmement, la Chine est l'un des membres originaires de l'Organisation, aux termes de l'Article 3 de la Charte, et, par l'Article 23, la République de Chine est désignée comme membre permanent du Conseil de sécurité.

83. Il s'ensuit que l'objet principal de ce débat et de toute résolution que les auteurs présenteront en temps voulu est d'obtenir que l'Assemblée décide quel gouvernement a le droit de représenter cet Etat à l'Organisation des Nations Unies. Deux questions se posent quand le problème est ainsi formulé. Premièrement, une question de juridiction: quelle est la compétence de l'Assemblée pour prendre une décision quelconque à ce sujet? Deuxièmement, quelle est la procédure de vote prévue par la Charte pour une décision sur cette question?

84. Pour aborder en premier la première question, si l'Etat de Chine est Membre de l'Organisation des Nations Unies en vertu de l'Article 3, s'il porte, comme nous savons que c'est le cas, le cachet de membre originaire, et s'il n'a pas cessé d'être membre pour une raison ou une autre, cela ôte, dans cette mesure,

à l'Assemblée toute compétence pour décider du sort de la Chine, du point de vue de l'admission d'un nouveau membre aux termes du paragraphe 2 de l'Article 4 de la Charte. Les seuls autres pouvoirs de l'Assemblée dans ce contexte sont de suspendre un membre en vertu de l'Article 5 ou de l'exclure en vertu de l'Article 6. Ni l'un ni l'autre ne sont applicables à ce débat.

85. Quelle compétence a donc l'Assemblée générale pour se livrer à ce débat virulent, violent, souvent vitriolique? La Charte ne fournit pas de réponse.

86. Reconnaisant cette situation, l'Assemblée générale a, le 14 décembre 1950, au cours de sa cinquième session, donné effet aux efforts d'un comité spécial qu'elle avait précédemment désigné pour examiner cette question; elle a adopté la résolution 396 (V) — qui, du reste, découle directement de ce problème même, à savoir quel gouvernement est le représentant dûment accrédité de la Chine — et, par cette décision, a posé les principes généraux qui doivent régir l'examen de ce problème par l'Assemblée. Je voudrais avec votre permission, Monsieur le Président, citer les passages pertinents du préambule et du dispositif de cette résolution.

87. Le second alinéa du préambule de cette résolution déclare:

"L'Assemblée générale,

"...

"Considérant qu'il conviendrait, pour la bonne marche de l'Organisation, d'uniformiser les procédures à appliquer chaque fois que plus d'une autorité prétend être le gouvernement qualifié pour représenter un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, et que cette question donne lieu à controverse au sein de l'Organisation".

88. Je passe l'alinéa suivant du préambule et j'en viens au paragraphe 1 du dispositif, qui déclare:

"Recommande que, chaque fois que plus d'une autorité prétend être le gouvernement qualifié pour représenter un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, et que la question donne lieu à controverse au sein de l'Organisation, cette question soit examinée à la lumière des buts et principes de la Charte et des circonstances propres à chaque cas".

89. A mon sens, la compétence de l'Assemblée pour discuter de cette question découle de cette résolution et de rien d'autre. Il est essentiel de garder cela à l'esprit dans la discussion de ce problème. Il est important de tenir compte du libellé du paragraphe principal du dispositif, qui déclare: "Chaque fois que plus d'une autorité prétend être le gouvernement qualifié pour représenter un Etat Membre", etc.

90. Cela pose la question fondamentale de savoir quels sont les deux gouvernements qui présentent cette revendication. Nous avons un témoignage direct et oculaire de l'un de ces gouvernements, le Gouvernement nationaliste de la Chine, constamment reconnu comme le Gouvernement de la Chine au cours des vingt dernières années. Quel est le gouvernement qui formule la revendication rivale? Est-ce à ce gouver-

nement qu'il appartient de présenter cette revendication ou bien incombe-t-il à tout autre Etat ou Etats, Membres de notre organisation, ou encore à l'Organisation elle-même de sa propre initiative, de la formuler pour son compte sans même indiquer qu'ils sont habilités à parler en son nom? Aucun gouvernement, et moins que tout autre le Gouvernement puissant et monolithique du plus grand Etat du monde du point de vue de la population, ne permettrait un débat sur son statut sans un semblant d'autorisation de sa part, parce qu'il est prévisible qu'il s'exposerait à être attaqué par d'autres sans même conférer ostensiblement quelque autorité aux promoteurs de sa cause pour défendre sa position comme il le désirerait. En réalité, les quelques indications que nous avons des intentions de ce gouvernement, indications nettes et précises émanant de ceux qui occupent des positions d'autorité et en rapport direct avec cette question même, ne laissent pas le moindre doute sur le fait que rien, dans le monde des relations internationales, n'importe moins pour cet Etat que d'entrer à l'Organisation des Nations Unies, envers laquelle il n'a montré qu'indifférence jusqu'à une époque récente, et, depuis quelques mois, mépris affiché et extrême dérision.

91. Il ne s'agit nullement de subtilités ou d'arguties. La résolution 396 (V) dont j'ai parlé, découle directement, comme je l'ai dit, de la revendication — exigence serait en fait un mot plus juste — faite par le Gouvernement de la République populaire de Chine en son propre nom, et cela, non pas une seule fois, mais au moins à six occasions différentes dans les mois qui ont suivi sa prise du pouvoir en 1949.

92. Le 18 novembre 1949, dans un télégramme au Président de l'Assemblée générale, le ministre des affaires étrangères du Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine déclarait que son gouvernement répudiait le statut juridique de la délégation conduite par M. Tsiang, que celle-ci ne pouvait représenter la Chine, et qu'elle n'avait pas le droit de parler au nom du peuple chinois. Le 8 janvier 1950, le ministre des affaires étrangères informait les gouvernements des Etats représentés au Conseil de sécurité que la délégation du Kuomintang était illégale et devait être exclue. Le 20 janvier 1950, par un télégramme de cette date, le même ministre des affaires étrangères informait le Secrétaire général et les Membres des Nations Unies que son gouvernement avait désigné M. Chang Wan T'ien comme président de la délégation qui devait participer aux travaux des Nations Unies, entre autres aux réunions du Conseil de sécurité. Il demandait quand les représentants du Kuomintang seraient expulsés. Le 3 février 1950, il protestait une nouvelle fois auprès des représentants au Conseil de sécurité. Le 26 août 1950, par un télégramme au Secrétaire général, le ministre des affaires étrangères rappelait ses notes précédentes exigeant l'exclusion des représentants du Kuomintang et demandait que les dispositions nécessaires soient prises pour que la délégation de la République populaire de Chine assiste à la cinquième session de l'Assemblée générale. Dans un autre télégramme en date du 18 septembre, le ministre des affaires étrangères répétait ses déclarations antérieures et affirmait que si la cinquième session se déroulait sans la participation de la délégation

gation de son gouvernement, toutes les résolutions seraient illégales, nulles et non avenues.

93. Les quatre premiers de ces six messages ont été examinés au Conseil de sécurité et les deux derniers à l'Assemblée générale, pour aboutir finalement à l'adoption de la résolution 396 (V) dont j'ai parlé. Quelles en ont été les suites? La recrudescence des hostilités dans la zone du Pacifique de l'Asie et l'extension de la guerre en Corée sont des faits de l'histoire contemporaine.

94. Je ne veux pas traiter du bien-fondé de ces télégrammes ni des activités du Conseil de sécurité, ni de l'Assemblée générale qui ont fait suite à ces télégrammes. Je veux seulement souligner que lorsqu'il voulait entrer aux Nations Unies, ce gouvernement présentait lui-même ses propres revendications et le faisait avec fermeté et vigueur. Je n'ai pas connaissance, et nous n'en avons pas été informés par les tenants du rétablissement des droits au cours de ce débat, que le Gouvernement de Pékin ait manifesté un intérêt quelconque à entrer à l'Organisation des Nations Unies et qu'il ait demandé à cette fin à être reconnu comme le gouvernement légitime.

95. L'autre jour encore, au cours d'une conférence de presse spécialement organisée, à laquelle étaient convoqués près de 300 correspondants chinois et étrangers, le maréchal Chen Yi, ministre des affaires étrangères du Gouvernement de Pékin, a fait une déclaration, qui est rapportée comme suit:

"Comment peut-on s'attendre que la Chine participe à une organisation internationale qui la qualifie d'agresseur? En qualifiant la Chine d'agresseur et en demandant ensuite à l'agresseur d'adhérer à leur Organisation, les Nations Unies ne s'infligeraient-elles pas un soufflet à elles-mêmes?"

Désirons-nous réellement présenter au monde ce spectacle inconvenant?

96. Pourquoi donc sommes-nous maintenant informés par d'autres que la Chine devrait être admise, que nous devrions passer totalement outre aux déclarations publiques de ses dirigeants selon lesquelles elle ne désire pas être admise? L'attitude de ce gouvernement dans le passé contraste étrangement avec son attitude actuelle, et un gouvernement qui a cogné avec tant d'insistance à la porte des Nations Unies en 1949 et 1950 ne lève même pas le petit doigt pour y gratter le plus discrètement. En fait, il s'en est détourné et a exprimé son mépris de l'Organisation.

97. Il est intéressant de rappeler que dans le premier débat plénier sur cette question de la Chine, au cours de la seizième session, le représentant actuel de la Jordanie, en tant que membre de la délégation de Jordanie à cette session, a exposé le problème avec une concision et une clarté remarquables. Il a dit:

"Cela soulève un autre aspect juridique important: à qui appartient-il de déterminer quel gouvernement doit représenter un Etat Membre à l'Organisation des Nations Unies? Cela incombe-t-il à l'Etat Membre lui-même ou à l'Organisation? [1075ème séance, par. 154.]

Il a répondu à sa propre question, après avoir examiné les principes juridiques en cause, en niant aux Nations Unies toute compétence pour trancher la question.

98. Des représentants ont critiqué à cette tribune ceux qui ont mis l'accent sur les plus récentes manifestations du mépris obstiné avec lequel le Gouvernement de Pékin a traité les Nations Unies. Ils ont écarté ces manifestations comme une inconséquence calculée pour masquer la question véritable. Mais je n'ai entendu personne expliquer cette attitude du Gouvernement de Pékin ou donner une explication satisfaisante de ses déclarations. Je me permets de douter du bien-fondé avec ces critiques.

99. Dans le contexte que j'ai exposé devant l'Assemblée, il est tout à fait pertinent et important de savoir ce que le Gouvernement de Pékin pense de son éventuelle participation à l'Organisation des Nations Unies avant d'accepter tous ces vaillants efforts déployés en sa faveur, et que l'on peut à juste titre considérer comme de pure perte.

100. De l'avis de ma délégation, les citations des récentes déclarations officielles du ministre des affaires étrangères et du ministre de la défense du Gouvernement de Pékin sont également importantes pour une autre raison.

101. Je me suis référé dans ma déclaration à la résolution 396 (V) qui définit le principe et les lignes directrices de l'examen d'une question, chaque fois que le droit de représentation d'un Etat Membre donne lieu à controverse entre les revendications de deux gouvernements rivaux. Cette résolution déclarait que la solution d'un tel conflit doit être recherchée dans le contexte des buts et principes de la Charte. Quels sont ces buts et principes du point de vue politique?

102. Les buts des Nations Unies, tels que définis dans l'Article 1 de la Charte, sont essentiellement au nombre de deux: prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix; et réaliser, par des moyens pacifiques, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix.

103. De même, les principes des Nations Unies, tels que définis dans l'Article 2 de la Charte, sont également au nombre de deux dans ce contexte: à savoir que tous les Membres de l'Organisation doivent régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques; et que tous les Membres doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force. Par conséquent, pour se former une opinion et pour appliquer le critère fourni par la résolution 396 (V), il est non seulement pertinent, mais absolument essentiel — en fait, il est de notre devoir — de tenir compte et de prendre acte des attitudes du Gouvernement de Pékin en ce qui concerne ces buts et principes. Aucune polémique politique ne peut aider à masquer ou à obscurcir la réponse précise exigée de nous à cette question fondamentale, compte tenu des récentes déclarations des autorités de Pékin qui ont été à maintes reprises citées au cours de ce débat et que je m'abstiendrai de rappeler une nouvelle fois pour ne pas lasser l'Assemblée. Le moment choisi pour ces déclarations — coïncidant avec la période de l'ouverture de la vingtième session — et leur caractère délibéré — ni involontaire, ni fortuit — ne peut être sans signification dans ce débat. Elles sont pour le moins une

manifestation des intentions véritables de ce gouvernement et il existe des indications qu'elles sont conçues comme un avertissement pour nous et visent à ne laisser subsister aucun doute sur ces intentions dans notre esprit et dans celui des partisans du régime de Pékin.

104. Les réactions de Pékin à ces quatre questions essentielles sont d'une franchise sans équivoque — en fait, d'une franchise sans ambages, brutale. L'équivoque et l'ambiguïté apparaissent plutôt dans ce débat, où une tentative est faite de couvrir d'un manteau de respectabilité, presque de vénération, les convictions que le Gouvernement de Pékin lui-même n'exprime que trop franchement à l'endroit de l'Organisation des Nations Unies, sa conception de son rôle dans les affaires mondiales et la manière dont il se propose de jouer ce rôle. L'attitude de ce gouvernement est suffisamment claire pour que le monde entier puisse la constater et y trouver matière à réflexion. Ainsi, la manière dont l'Assemblée doit déterminer sa décision dans cette controverse peut être réduite à sa plus simple expression, à moins que nous ne décidions de passer outre à la résolution 396 (V) qui, je le répète, doit régir la procédure qui nous permettra d'aboutir à une décision. Même à supposer que le droit de représentation ait effectivement été revendiqué par le Gouvernement de Pékin — ce qui n'est pas le cas —, même à supposer, sans l'admettre, qu'une telle revendication nous ait été présentée dans les formes, et qu'elle ait été légitimement formulée par ce gouvernement, seul dépositaire d'un tel droit, cette décision ne peut et ne doit être adoptée que d'une seule manière.

105. Aucune revendication n'a cependant été faite par le Gouvernement de Pékin, et l'Organisation des Nations Unies n'a pas l'autorité ou le pouvoir inhérents de reconnaître de son propre chef un gouvernement de préférence à un autre gouvernement légalement constitué, qui a été accepté et qui a participé à tous les organes des Nations Unies depuis vingt longues années. La question du rétablissement des droits d'un autre gouvernement ne se pose donc pas ici aujourd'hui et ne peut pas être utilement examinée ou faire valablement l'objet d'une demande de vote à cette Assemblée.

106. En exposant de cette manière la position de ma délégation, je ne veux pas donner l'impression de nier l'existence de la Chine continentale ou de méconnaître les droits de 700 millions d'hommes. La position de mon gouvernement a toujours été que tout en rendant effectif le droit du régime de Pékin d'avoir ses propres représentants à l'Organisation des Nations Unies, au nom de la Chine, nous ne devons pas sacrifier les intérêts du peuple de Taïwan, qui doit conserver son droit à l'autodétermination. Taïwan doit avoir la possibilité de poursuivre sa propre destinée indépendante, en coexistence avec la Chine s'il en décide ainsi.

107. Il n'est que juste d'ajouter que mon gouvernement n'a pas de relations, diplomatiques ou autres, avec le Gouvernement de Pékin ou celui de Taïpeh, et peut donc être lavé de tout soupçon de partialité. En conséquence, ma délégation votera sur tout projet de résolution qui pourrait être présenté, après en

avoir examiné le contenu et compte tenu de ce que je viens d'exposer.

108. Liée à cette question principale est celle, comme je l'ai dit, de la procédure de vote. Quelle est la majorité requise pour l'adoption d'une telle résolution aux termes de la Charte? Cette question a fait l'objet d'une décision spéciale à l'issue d'un large débat exhaustif en 1961. Aux termes de la résolution 1668 (XVI), l'Assemblée a déclaré à une forte majorité — 61 voix contre 34, avec 7 abstentions — que la représentation de la Chine est une "question importante", au sens de l'Article 18 de la Charte, et que, par conséquent, toute résolution sur cette question exige une majorité des deux tiers.

109. Je n'ai pas été surpris d'entendre ceux qui avaient alors vainement tenté de minimiser l'importance de cette question en l'appelant "purement une question de procédure", "seulement une question de vérification de pouvoirs", etc., réitérer ces opinions durant ce débat. J'observe toutefois que ce que l'on demande à l'Assemblée de déclarer, ce qu'on la persuade ou l'incite à déclarer, c'est non pas qu'il s'agit d'une question sans importance, mais plutôt qu'il s'agit, en dépit de son importance, d'une question de procédure.

110. Ce qui m'a surpris, c'est d'entendre le représentant de la France, qui, au cours du débat de 1961, avait la conviction qu'il s'agissait d'une "question importante", dire que son pays a maintenant le point de vue opposé et se contenterait de la majorité simple.

111. Au cours du débat de 1961, voici ce que disait le représentant de la France:

"C'est bien le bon sens en effet qui commande de se prononcer en faveur du projet de résolution présenté par l'Australie, la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie et le Japon et qui a été commenté de manière convaincante par les porte-parole de ces Etats. Comment est-il possible en effet de soutenir qu'une question aussi complexe et aussi controversée que celle de la modification de la représentation de la Chine n'est pas "importante" au sens de l'Article 18 de la Charte?" [1079ème séance, par. 209.]

Il ajoutait ensuite:

"L'Assemblée est parfaitement justifiée à décider que la question en discussion est importante. Il est, à notre avis, de son devoir de le faire.

"La délégation française votera donc en faveur du projet de résolution des cinq puissances, qui lui semble bien fondé, autant sur le plan du droit que sur celui des faits." [Ibid., par. 211 et 212.]

112. Mais on ne peut traiter à la légère ou considérer comme inexistante une décision antérieure de l'Assemblée, adoptée au terme d'un débat complexe au sujet de la même question et pour régler le même problème, sans que cette Assemblée ait été amenée à révoquer ou à abroger sa propre résolution antérieure, pour de bonnes raisons, s'il en existe.

113. La résolution 1668 (XVI) de l'Assemblée générale représente un obstacle considérable pour ceux qui préconisent la majorité simple pour cette ques-

tion, et il ne suffit pas d'un souhait pour qu'elle soit annulée; il faut pour cela un vote.

114. Ayant écouté avec quelque attention les représentants qui m'ont précédé à cette tribune et qui ont soutenu qu'il s'agit d'une question simple, secondaire, d'une question de procédure, je me permets de dire, en toute déférence, qu'il existe une singulière confusion d'idées à l'égard de cette question. Permettez-moi de m'expliquer.

115. Le Chapitre IV de la Charte, qui traite de l'Assemblée générale, prévoit dans l'Article 18, deux procédures distinctes de vote en ce qui concerne les travaux de l'Assemblée.

116. Le Chapitre V de la Charte traite du Conseil de sécurité et prévoit de même, dans l'Article 27, deux procédures distinctes de vote au Conseil. La première, c'est-à-dire la procédure de vote à l'Assemblée, établit une distinction entre les décisions "sur les questions importantes" et les décisions "sur d'autres questions". La seconde, c'est-à-dire la procédure de vote au Conseil de sécurité, établit de même une distinction entre les décisions "sur des questions de procédure" et les décisions "sur toutes autres questions".

117. Avant que le moindre mot ou expression, à l'exception des plus simples, ait été accepté, chacun des mots et expressions de la Charte a fait l'objet d'un débat complexe et parfois animé aux conférences qui ont précédé l'adoption de la Charte. Il est donc raisonnable de penser, et on devrait l'admettre sans difficulté, que la création de deux séries distinctes de critères dans deux chapitres consécutifs de la Charte sur le vote à l'Assemblée et au Conseil ne peut être considérée comme dépourvue de signification ou d'importance. Du simple point de vue de l'interprétation, chacun admettra qu'il s'agit d'une bonne règle. Sans analyser davantage la manière dont ces deux dichotomies ont été exprimées quant à leur fond et à leur libellé, il suffit dans ce débat de dire que l'importance de la question est le seul critère à l'Assemblée, tandis que sa nature est le seul critère au Conseil de sécurité. Inutile de dire que des questions de procédure peuvent être extrêmement importantes, de même que des questions de fond peuvent n'avoir qu'une importance marginale ou même négligeable. Plusieurs exemples de ces deux cas ont été fournis au cours des débats de la seizième session. Nous devons par conséquent, à mon humble avis, prendre bien soin de ne pas confondre les deux critères conçus pour deux situations différentes, sous deux formes différentes, de ne pas nous hasarder à créer un nouveau critère de notre propre cru, en franchissant la démarcation entre l'Assemblée et le Conseil de sécurité, et de ne pas tenter d'établir une contradiction entre "questions de procédure" d'une part et "questions importantes" de l'autre. Ce serait considérer comme identiques vessies et lanternes, en raison de la couleur et de la forme, sans tenir compte de la réalité des choses.

118. La seule et unique considération qui doit nous guider dans ce débat à l'Assemblée et à laquelle la Charte nous astreint de consacrer exclusivement notre attention est simplement la suivante: S'agit-il d'une question importante ou bien d'une question sans importance ou d'une autre question? L'examen de la

nature de la question — de procédure ou de fond — n'est du ressort que du Conseil de sécurité et est manifestement exclu par le libellé clair de la Charte.

119. Sur cette base, il est intéressant d'observer qu'aucun — pas un seul — des adversaires de la décision formulée dans la résolution antérieure de l'Assemblée en 1961 n'a cherché à minimiser l'importance de cette question. Cela admis et exception faite des inconséquences, il ne peut y avoir le moindre doute quant à ce que la Charte prescrit comme le véritable critère dans ce débat, quel que soit notre désir d'y trouver ce qui est conforme à nos souhaits. Il est par conséquent indéniable et incontestable que toute décision sur cette question exige une majorité des deux tiers.

120. M. ALARCON QUESADA (Cuba) [traduit de l'espagnol]: Monsieur le Président, je tiens d'abord à vous dire combien ma délégation se réjouit de vous revoir au fauteuil présidentiel, après votre malheureux accident. Qu'il me soit également permis de vous offrir une fois de plus notre collaboration dans l'exercice et pour le succès de vos hautes fonctions.

121. Depuis la révolution de janvier 1959, notre pays jouit régulièrement de toutes les prérogatives d'un Etat souverain et indépendant, pleinement habilité à s'exprimer devant la communauté internationale, à voix haute et en son nom propre. Depuis cette date, Cuba n'a cessé d'observer une attitude parfaitement claire et conforme à l'unique solution juste, légale et intelligente qui puisse être donnée au problème dont cette Assemblée est une fois de plus saisie. Pour nous, comme pour la majorité des délégations qui sont intervenues dans le débat, il n'y a qu'une issue: la pleine restitution de ses droits légitimes, jusqu'à présent usurpés, au Gouvernement de la République populaire de Chine, seul représentant de la seule nation et du seul Etat chinois.

122. La Chine est membre fondateur de l'Organisation et membre permanent du Conseil de sécurité. Sa présence en tant qu'Etat ne fut pas discutée lors de la signature de la Charte à San Francisco. Quelques années plus tard, après une lutte héroïque et longue, le noble peuple chinois rejetait du pouvoir ceux qui incarnaient la survivance d'un féodalisme séculaire et despotique, asservi aux pires intérêts impérialistes.

123. C'est une histoire bien connue. Le peuple chinois a vaincu sur toute l'étendue de son immense territoire — quelque neuf millions de kilomètres carrés — les armées en retraite du Kuo-Min-Tang. Devant la poussée victorieuse des forces populaires, les hommes de Chiang Kai-shek n'ont pu conserver un seul pouce de terrain sur le continent chinois, en dépit de l'aide sans limite que leur prêtait le Gouvernement impérialiste des Etats-Unis. C'est alors que les forces militaires de cet impérialisme, violant la Charte des Nations Unies, occupèrent l'île de Taiwan — fraction inséparable du territoire chinois — pour y abriter leurs valets en déroute. Depuis lors, les Etats-Unis entretiennent une flotte de guerre dans le détroit de Taiwan et fournissent une aide militaire et économique incalculable à ce groupe de factieux, en vue de conserver cette île comme base d'agression et de provocation contre la République populaire de Chine et contre tous les peuples asiatiques.

124. Le peuple chinois, que cela plaise ou non à certains, s'est définitivement libéré de ses ennemis traditionnels. Faisant usage du droit le plus légitime et le plus inaliénable, celui de secouer le joug de structures sociales injustes et oppressives et de se choisir le régime social qui répond le mieux à ses intérêts, il a renversé pour toujours le régime réactionnaire imposé par l'étranger et est entré dans la voie de la construction socialiste.

125. Ce n'est pas la première révolution qui triomphe dans le monde ni, bien entendu, la dernière. Mais le Gouvernement des Etats-Unis, qui représente proprement et indiscutablement l'impérialisme contemporain dans ce qu'il a de plus néfaste, de plus trouble et de plus agressif, agit comme n'ont cessé d'agir, tout au long de l'histoire, les classes réactionnaires et a refusé et refuse encore de reconnaître les changements qui se produisent dans le monde. Il ne veut ni ne peut comprendre le cours inexorable des événements et s'obstine à imposer, à la place qui revient aux représentants du peuple chinois, ceux qui parlent au nom d'une "République de Chine" inexistante et qui devraient, rigoureusement parlant, porter l'uniforme des marines de la Septième Flotte et siéger, non pas au nom de la Chine — qu'ils ne sauraient représenter — mais au nom des Etats-Unis, dont ils ne sont qu'un honteux appendice.

126. Telle est la pure et simple réalité des faits; cependant, à la honte de l'humanité et au préjudice de la paix et de la coopération internationales, pendant quinze ans on a exclu de cette Organisation un gouvernement qui exerce une juridiction effective et exclusive sur son territoire national.

127. On peut se demander ce qu'il serait advenu du groupe de Tchang Kai-shek si la Chine, par un hasard de la nature, avait été privée de littoral? Où le fameux gouvernement de ladite "République de Chine" siégerait-il, s'il n'avait existé, au large de ce grand pays, une île comme Taiwan qui en est partie intégrante et si cette île n'avait été, comme elle l'est, pratiquement occupée par les troupes américaines?

128. Tout cela démontre la faiblesse de la thèse des "deux Chines" prudemment avancée ces temps derniers. Notre gouvernement repousse avec la dernière énergie cette nouvelle forme de la conjuration impérialiste, dont on fait l'essai, à présent qu'il devient de plus en plus difficile d'éluder la solution radicale de ce problème. A cet égard, permettez-moi de citer les paroles prononcées par M. Paul Roa, ministre des affaires étrangères et membre du Comité central du Parti communiste de Cuba, le 8 octobre 1960, au cours de la quinzième session:

"La soi-disant République de Chine exerce une juridiction fictive sur une île qui appartient géographiquement et historiquement à la Chine continentale et dont l'expression politique est due exclusivement aux canons de la Septième escadre de la marine des Etats-Unis," [894ème séance, par. 7.]

129. Nous nous trouvons donc devant une question très simple, ainsi que l'a clairement expliqué le représentant de la France. Il s'agit d'une vérification de lettres de créance: un Etat Membre, faisant usage d'un droit souverain et indiscutable, a décidé de modifier sa représentation, ce qui ne pose à l'As-

semblée, en tout état de cause, qu'une question de procédure et ne requiert de décision qu'à la majorité simple de cet organe.

130. Notre Organisation doit admettre ce que l'histoire a enregistré depuis quelques années déjà, d'une manière absolument irréversible: le décès de la vieille Chine — proie magnifique aux mains des impérialistes — et l'existence de la Chine nouvelle, indépendante et socialiste. Ma délégation fait confiance au bon jugement de l'Assemblée pour s'opposer à ceux qui ont dessein de maintenir un fantôme sur le siège réservé à une réalité trop tangible pour que personne puisse l'ignorer.

131. Je ne désire pas m'étendre sur ce point, d'autant plus que d'autres délégations, au cours des précédentes séances, l'ont fait avec une éloquence et une profusion admirables. Nous n'en sommes pas moins forcés de faire quelques remarques au sujet du singulier discours prononcé, lundi dernier [1369ème séance], par le représentant des Etats-Unis d'Amérique. Selon ses propos et le ton sur lequel il les a tenus, le Gouvernement américain possède un pouvoir surnaturel: celui de déceler les Etats qui ajustent leur conduite aux principes et aux règles de la Charte et ceux qui ne le font pas, ainsi que les Etats qui méritent d'être Membres de notre Organisation et ceux qui en sont indignes. Bien entendu, ce pouvoir de consacrer et d'excommunier, le Gouvernement américain se l'attribue, parce qu'il se considère comme l'incarnation la plus pure du droit international et, tel un croisé moderne, il va par monts et par vaux châtier les viols dont la Charte des Nations Unies est victime de la part de certains Etats malveillants, et notamment la République populaire de Chine. Il nous faut, malheureusement, arracher le masque dont essaie de se couvrir la délégation américaine. Car il se trouve que les peuples se font de son gouvernement une idée bien différente.

132. C'est le Gouvernement américain qui viole la Charte des Nations Unies, dans le détroit de Taiwan où il entretient une flotte de guerre depuis 16 ans. C'est le Gouvernement américain qui a violé la Charte des Nations Unies, en 1950, en attaquant le courageux peuple de Corée, en occupant militairement — ce qu'il fait encore à ce jour — le sud de cette péninsule et en s'opposant à la réunification pacifique et démocratique de ce territoire. C'est le Gouvernement américain qui viole impunément la Charte des Nations Unies et toutes les règles de la coexistence internationale, par son agression criminelle, effrénée, contre le peuple vietnamien: il mobilise à cet effet des dizaines de milliers de marines et de soldats, il utilise des bombes au plastic et les gaz toxiques contre les héros guérilleros du Front National de Libération du Sud-Vietnam et bombarde villes, villages, usines, écoles et hôpitaux de la République démocratique du Vietnam. C'est le Gouvernement américain qui a violé la Charte des Nations Unies en organisant, entraînant, finançant et dirigeant l'armée mercenaire qui a lâchement déposé les armes sur la plage de Giron, à Cuba, en avril 1961. C'est le Gouvernement américain qui viole la Charte des Nations Unies par son intervention militaire en République Dominicaine où, après six mois de débarquements, les troupes d'invasion sont encore à demeure et continuent à commettre toutes sortes de

crimes et de brutalités contre le vaillant peuple frère. C'est le Gouvernement américain qui a violé la Charte des Nations Unies par la déclaration de sa Chambre des Représentants, qui s'arroge un prétendu droit à intervenir militairement dans tous les pays d'Amérique latine, quand cela sert les intérêts de ses monopoles. C'est le Gouvernement américain qui viole la Charte des Nations Unies lorsqu'il tente d'imposer aux pays d'Amérique latine, ainsi qu'il projette de le faire à la prochaine réunion de l'Organisation dite des Etats américains, l'intégration d'une force baptisée Force interaméricaine permanente, qui de toute évidence sera sous la direction des militaires du Pentagone et qui aura pour fin de juguler toute tentative d'émancipation sur notre continent. C'est le Gouvernement américain enfin qui a violé et viole la Charte des Nations Unies par son intervention dans les affaires intérieures du Congo et du Laos, par ses menaces contre l'indépendance du Cambodge, par sa politique d'agression, de subversion, d'ingérence et de chantage à l'échelle universelle.

133. C'est là la véritable image de l'impérialisme nord-américain tel qu'une longue et cruelle expérience a appris à tous les peuples de notre planète à le connaître. On ne saurait sérieusement accuser la République populaire de Chine d'aucune de ces violations flagrantes des principes et des règles de notre Organisation, mais nous pouvons accuser les Etats-Unis d'être coupables de toutes ces violations sans la moindre exception.

134. Dans ces conditions, si nous poussions jusqu'aux dernières conséquences les raisonnements que M. Goldberg tenait dans son discours, ce ne serait pas la République populaire de Chine, mais le Gouvernement américain qu'il faudrait exclure de l'Organisation des Nations Unies.

135. Or, chargé d'un tel état de services, qui en fait l'ennemi principal de la paix, de la liberté et du progrès de l'humanité, le Gouvernement des Etats-Unis prétend tracer des règles de conduite à notre Organisation. C'est à nous, les Etats Membres, de lui en dénier le droit.

136. La situation anormale et absurde qui subsiste depuis si longtemps quant à la représentation de la Chine, réduit l'efficacité des Nations Unies, mutile leur vocation à l'universalité et contredit les principes et les objectifs de la Charte. L'Assemblée doit y mettre fin. C'est pourquoi notre délégation l'exhorte à adopter l'unique décision qui soit correcte: rétablir la République populaire de Chine dans la plénitude de ses droits et expulser immédiatement ceux que notre Chancelier qualifiait si justement de "ventriloques de Taiwan", et qui, ne représentant personne, ont fait trop longtemps la honte de cette Assemblée.

137. M. SHAW (Australie) [traduit de l'anglais]: C'est avec quelque hésitation que je monte à cette tribune au terme ou vers la fin d'un long débat où de nombreux points de vue ont été si largement développés sur le sujet que nous discutons, mais je voudrais, si vous me le permettez, présenter quelques considérations du point de vue de la délégation australienne, et je m'efforcerai de le faire brièvement.

138. En premier lieu, je voudrais traiter de l'importance de la question en discussion. Presque tous

les orateurs de ce débat, quelle que soit l'opinion exprimée, ont souligné l'importance du problème. Qu'ils soient pour ou contre la représentation du régime de Pékin à cette Assemblée, ils ont tous mis l'accent sur les répercussions qui en découleront pour nous, quelle que soit la décision prise. Par conséquent, j'estime évident que ce problème est d'une importance vitale pour notre Organisation, et nous ne pouvons le considérer simplement d'une manière formaliste, comme une question de vérification de pouvoirs ou de procédure. Toutefois, cet argument a été souligné avec grande compétence et clarté par mon distingué collègue de Malaisie, et je ne tenterai pas de répéter ce qui a été dit de façon si explicite il y a quelques instants. Je veux simplement souligner qu'il s'agit d'une question importante et qu'il faut voter en conséquence.

139. C'est pour cette raison que ma délégation figure parmi les auteurs d'un projet de résolution à cet effet, portant sur la procédure — et qui a été distribuée aux délégations dans le courant de l'après-midi [A/L.468]. Il peut paraître quelque peu étrange qu'une résolution de procédure précède une résolution de fond, mais nous attendons encore un projet de résolution sur le fond de la part des auteurs de la demande d'inscription, qui, après tout, ont déposé cette demande en vertu de l'article 15 du règlement intérieur comme présentant un caractère d'importance et d'urgence. Présupposant qu'il y aura d'autres projets de résolution sur cette question, je me réserve, bien entendu, le droit de prendre la parole sur ces résolutions en temps opportun.

140. Cette discussion sur l'importance du problème repose sur une thèse plus vaste: à savoir que l'ensemble de la question des relations entre Pékin et le reste du monde, qu'elles soient bilatérales ou multilatérales, constitue l'un des problèmes les plus difficiles, les plus complexes et les plus importants qui se posent à nous. Par conséquent, nous devons être tous très sûrs de ce que nous faisons avant de faire le moindre pas vers la solution de cette grande question complexe. Je dis cela avec la conviction que la source potentielle d'un conflit mondial ne réside plus en Europe, pas même essentiellement en Afrique, mais en Asie. Le danger que le monde a connu durant les années de l'après-guerre, de nous voir engagés dans une nouvelle guerre par suite d'événements survenant en Europe, a reculé. Je ne sous-estime pas l'importance de ce qui se passe en Afrique, mais je pense que la principale cause possible d'un grand conflit réside en Asie. Je crois donc que notre objectif le plus urgent est maintenant d'instaurer en Asie la même acceptation des systèmes sociaux et politiques différents et la même acceptation du principe du règlement pacifique des litiges, que nous avons appris à appliquer lentement et laborieusement ailleurs dans le monde.

141. Mon pays sait, comme le savent d'autres petits pays membres de cette Assemblée, que nos espoirs d'un ordre mondial pacifique ne peuvent être réalisés que si les Etats sont disposés à maintenir le respect des principes de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance des autres Etats et du règlement pacifique des litiges. Il s'agit de principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et de prin-

cipes que toutes les nations doivent accepter pour vivre en paix les unes avec les autres. Le principal problème mondial est celui de savoir ce qu'il faut faire pour que les dirigeants de Pékin comprennent que ces principes doivent prévaloir.

142. Au cours de ce débat, de nombreux orateurs nous ont dit que nous ne devons pas fermer les yeux devant l'existence de plusieurs centaines de millions d'hommes en Chine. Personne ne méconnaît ce fait dans le Sud-Est de l'Asie ou à proximité, et c'est le cas des Australiens. Nous nous rendons compte qu'il faut nous adapter aux conséquences des événements en Asie. Nous reconnaissons qu'il est nécessaire d'associer Pékin aux accords sur le désarmement pour que ces accords soient universellement appliqués. Nul ne pense que le peuple chinois peut être ignoré ou contraint de devenir autre que ce qu'il est. Toutefois, comme je l'ai dit, le problème demeure, et il demeure particulièrement aigu pour les nations qui vivent dans le voisinage de la Chine, de savoir comment parvenir à un arrangement avec les Chinois de manière qu'eux-mêmes et les autres nations puissent vivre ensemble en paix et dans le respect mutuel.

143. C'est compte tenu de ces considérations que la délégation de l'Australie a abordé le sujet que nous examinons actuellement. Nous devons nous demander si la prochaine mesure essentielle vers l'instauration du genre de relations que la communauté mondiale doit entretenir avec Pékin est celle qui est proposée — ou apparemment proposée — par les auteurs de la demande que nous discutons. Cela n'a pas été indiqué de façon explicite, mais je crois comprendre de ce qu'ont dit les auteurs que leur proposition est d'inviter immédiatement, sans conditions et sans sollicitation, les représentants de Pékin à venir siéger parmi nous, et en même temps, d'exclure de l'Organisation des Nations Unies et de tous ses organes les représentants de la Chine qui ont siégé parmi nous depuis la fondation de l'Organisation. Pour notre part, la réponse à une telle proposition doit être tout simplement négative. Nous ne voyons pas comment, dans les circonstances actuelles, une invitation sans conditions à Pékin à se faire représenter à l'Organisation des Nations Unies pourrait nous aider, que ce soit bilatéralement ou multilatéralement, à ajuster nos relations avec ce régime d'une manière qui autorise l'optimisme. En revanche, une telle invitation, si elle était faite et acceptée, placerait l'Organisation dans une position périlleuse.

144. Les raisons qui nous ont amenés à cette conclusion résident dans des faits qui ne peuvent plus être méconnus que l'existence de la Chine elle-même. Nous avons enregistré les paroles et les actes de Pékin. Nous avons appris, je pense, que nul ne doit jamais oublier l'histoire. Nous nous rappelons comment, il y a trente ans, la communauté internationale n'a pu comprendre et n'a su appliquer les leçons qui devaient être tirées alors des actes et des paroles des principaux agresseurs de ce temps. Nous devons essayer de ne pas commettre les mêmes erreurs.

145. En premier lieu, nous avons les faits. En Corée, il y a eu clairement agression du Nord contre le Sud. Cela a été observé et confirmé par les représentants et les organes impartiaux des Nations Unies. Les

Nations Unies, conformément à des résolutions tant du Conseil de sécurité que de l'Assemblée générale, ont entrepris de soutenir la République de Corée contre une agression militaire appuyée par Pékin.

146. Ensuite, nous avons assisté à l'élimination par la force des dirigeants du Tibet et à la colonisation du Tibet par des colons chinois.

147. Puis, l'Inde a été l'objet d'une attaque non provoquée, bien qu'ayant démontré son désir d'entretenir des relations amicales avec son voisin et étant en fait engagée dans des négociations avec Pékin au moment où l'agression chinoise s'est produite. Même durant ces dernières semaines et ces derniers jours, Pékin a continué de menacer l'Inde et également le Sikkim.

148. En outre, Pékin n'a jamais renoncé à sa menace de faire usage de la force pour réduire à la soumission le Gouvernement nationaliste à Formose et assujettir la population de cette île à la domination communiste chinoise.

149. En d'autres régions du Sud-Est de l'Asie, Pékin et Hanoi partagent et mettent en application la doctrine suivant laquelle les mouvements dissidents dans les pays voisins, tels que le Laos et le Viet-Nam du Sud, doivent être créés, encouragés et soutenus par la subversion, l'infiltration et le terrorisme dans l'intérêt de ce qu'ils qualifient de "guerres de libération nationale". Nous en trouvons un nouvel exemple dans les émissions de la voix du soi-disant Front national de Thaïlande, qui émane de Pékin. Les activités de cette organisation constituent clairement une violation du principe de non-ingérence de la part d'un Etat dans les affaires intérieures d'autrui. Ses déclarations incitent, et ses activités tendent, à la subversion et à la révolution armée pour instaurer par la force en Thaïlande un Etat communiste inféodé à Pékin. Tels sont les actes.

150. La base et la justification de ces activités inacceptables peuvent être recherchées dans la philosophie des communistes chinois. Permettez-moi de citer un passage de la publication de Pékin, le Drapeau rouge, en mars 1964, rapportant la déclaration suivante du camarade Mao Tse-toung:

"La révolution et les guerres révolutionnaires sont inévitables dans une société de classes... La prise du pouvoir par la force armée, le règlement des litiges par la guerre, telle est la tâche centrale et la forme suprême de la révolution. Ce principe marxiste-léniniste de la révolution est valable universellement, pour la Chine et pour tous les autres pays.

"L'expérience de la lutte de classe à l'ère de l'impérialisme nous enseigne que ce n'est que par la puissance du canon que les classes ouvrières et les masses travailleuses peuvent vaincre la bourgeoisie et les propriétaires terriens armés; en ce sens, nous pouvons dire que ce n'est qu'avec le canon que le monde entier peut être transformé."

151. Je pense que nous serions mal avisés de prétendre que les dirigeants chinois ne voulaient pas dire ce qu'ils ont dit. Nous devons par conséquent admettre que si les représentants de Pékin venaient aux Nations Unies, ils poursuivraient leurs objectifs avoués au sein de notre Organisation. Par révolution, ils n'en-

tendent pas les mouvements anticolonialistes et nationalistes qui ont abouti à l'établissement — dans la grande majorité des cas, par des moyens pacifiques — d'un grand nombre d'Etats actuellement représentés parmi nous. Ce sont ces nouveaux Etats nationaux d'Afrique et d'Asie que Chou En-lai a décrits cette année comme "mûrs pour la révolution". Même certains pays communistes ont été condamnés pour leur adhésion aux principes de la coexistence pacifique.

152. En d'autres termes, les représentants de Pékin, s'ils étaient admis ici, travailleraient pour le renversement par la force d'un grand nombre de gouvernements des Etats Membres siégeant actuellement dans cette salle.

153. Conformément à sa philosophie de la révolution, Pékin a dénoncé le Traité d'interdiction des essais nucléaires comme "une fraude visant à tromper les peuples du monde". Au mépris des opinions de plus de cent gouvernements d'Etats Membres de cette Organisation et d'autres qui ont signé le Traité, Pékin a continué à faire exploser des engins nucléaires. Non seulement il est résolu à développer son propre potentiel nucléaire, mais il déclare ne voir aucun mal dans la prolifération de ces armes meurtrières — opinion qui n'est guère en harmonie avec les vues de la grande majorité des Membres de cette Organisation ou avec la philosophie de la Charte.

154. Les auteurs de cette demande nous ont proposé d'inviter Pékin à l'Organisation des Nations Unies en se fondant pour une large part sur le principe de l'universalité de l'Organisation. En parlant d'universalité, nous avons tendance, je pense, à oublier que l'Organisation des Nations Unies représente un ensemble d'Etats qui se sont rassemblés parce qu'ils se sont trouvés d'accord pour accepter des principes et des buts déclarés. Nous devons nous demander si Pékin remplit les conditions requises par l'Article 4 de la Charte qui exige que l'Etat soit "pacifique" et accepte "les obligations de la ... Charte et, au jugement de l'Organisation," soit "capable de les remplir et disposé à le faire".

155. Dans la pratique, nous devons nous demander également si Pékin veut actuellement être Membre de l'Organisation des Nations Unies. A ce propos, je ne peux faire mieux que de citer une nouvelle fois le point de vue du maréchal Chen Yi sur les Nations Unies, tel qu'il l'a exprimé le 29 septembre 1965:

"Les Nations Unies doivent rectifier leurs erreurs et subir une réorganisation et une réforme radicales. Elles doivent admettre et corriger toutes leurs erreurs du passé. Entre autres, elles doivent annuler leur résolution condamnant comme agresseurs la Chine et la République démocratique populaire de Corée et adopter une résolution condamnant les Etats-Unis comme agresseur; la Charte des Nations Unies doit être réexaminée et révisée conjointement par tous les pays, grands et petits; tous les Etats indépendants doivent être admis à l'Organisation des Nations Unies; et tous les fantoches de l'impérialisme doivent en être exclus..."

156. Ce sont des paroles qui ont été prononcées il y a environ six semaines seulement et l'on ne saurait ne pas en tenir compte. Si telles sont les conditions aux-

quelles Pékin accepterait d'envoyer des représentants siéger parmi nous, alors, en ce qui nous concerne, elles sont inacceptables. Il nous intéresserait de savoir, et peut-être serions-nous en droit de savoir, si les auteurs de cette demande trouvent ces conditions acceptables.

157. Nombre d'entre nous ici ne sont pas satisfaits de certains aspects de la Charte et de la manière dont l'Organisation des Nations Unies fonctionne parfois. Mais nous acceptons le fait que nous agissons au sein de l'Organisation des Nations Unies et que nous nous réunissons dans ce cadre, en qualité de représentants de pays ayant une grande diversité de races, de répartition géographique et de systèmes politiques et économiques.

158. Dans les limites des Nations Unies, nous avons fait certains pas essentiels en faveur du maintien de la paix mondiale. Le Traité d'interdiction des essais nucléaires est un pas qui nous mène au contrôle des armes nucléaires. La résolution adoptée il y a juste une semaine par la Première Commission de l'Assemblée est, je pense, un pas prometteur dans la même voie. L'exemple concret le plus récent dans une longue série d'opérations de maintien de la paix est la manière dont le Conseil de sécurité a pu obtenir et maintenir jusqu'ici le cessez-le-feu entre l'Inde et le Pakistan. A mon avis, il est et il aurait été extrêmement douteux que l'une quelconque de ces réalisations concrètes aient pu être accomplies si Pékin avait été présent aux discussions qui y ont abouti.

159. Le choix difficile que nous avons à faire est donc de savoir si nous devons poursuivre notre laborieux et difficile processus d'élaboration d'accords dans le cadre de la composition actuelle de l'Organisation et des principes et buts fixés dans la Charte, ou admettre un membre qui ne paraît pas disposé à accepter ces principes et ces buts et dont la présence rendrait vraiment très difficile la réalisation des accords.

160. Si je comprends bien les auteurs de la demande, l'un de leurs buts est d'exclure de l'Organisation des Nations Unies les représentants de la République de Chine. Un représentant qui a pris la parole la semaine dernière a émis l'avis que Formose et son peuple devraient, comme il l'a dit, "revenir" à la Chine communiste. Je ne puis considérer ce terme de "revenir" que comme un euphémisme poli pour l'assujettissement du peuple de Formose à un régime qu'il ne désire pas. Aucun de ceux qui ont visité Formose n'a constaté la moindre indication que les près de 13 millions d'habitants de cette île veulent être gouvernés par Pékin. Le peuple de Formose a un gouvernement stable et il a accompli de nombreuses réalisations pratiques dans les domaines du progrès social et du développement économique. Pour notre part, nous pensons que son sort ne doit pas être marchandé ou décidé dans des négociations où lui-même ne jouerait aucun rôle.

161. J'ajouterais que nombre de pays représentés ici, dont le mien, ont une population moins nombreuse que celle de Formose; et nous devons penser aux conséquences pour nos propres pays de la suggestion faite par les auteurs de cette demande qu'un tel pays pourrait être exclu des Nations Unies par une simple résolution de l'Assemblée.

162. En résumé, je voudrais répéter que l'objectif à long terme du Gouvernement australien est l'instauration de la coopération internationale la plus large possible. Nous ne sommes cependant pas d'accord pour estimer que l'admission de la Chine communiste aux Nations Unies serait de nature à favoriser ce but aussi longtemps que les autorités de Pékin continuent d'adopter une politique en contradiction directe avec les principes de la Charte des Nations Unies. L'admission de la Chine communiste dans ces conditions compromettrait l'existence de l'Organisation en tant qu'instrument efficace de la paix internationale.

163. M. LOPEZ (Philippines) [traduit de l'anglais]: A la 1373ème séance plénière de l'Assemblée générale, au cours d'une déclaration sur la question en discussion, ma délégation a demandé au Président de déclarer que toute proposition en vue de modifier la représentation de la Chine constitue une question importante exigeant pour son approbation une majorité des deux tiers. Une demande similaire a été faite par d'autres délégations.

164. Confiants en l'impartialité du Président, nous sommes convaincus qu'il aurait en temps opportun donné une suite appropriée à notre demande. Toutefois, désireuses d'aider le Président et d'accélérer nos travaux, dix délégations — celles de l'Australie, du Brésil, de la Colombie, des Etats-Unis d'Amérique, du Gabon, de l'Italie, du Japon, de Madagascar, des Philippines et de la Thaïlande — ont maintenant déposé un projet de résolution [A/L.468] qui vous dégage, Monsieur le Président, de la nécessité de prendre une décision à ce sujet.

165. Cette proposition rappelle les recommandations antérieures de l'Assemblée générale sur cette question et réaffirme une décision, toujours valable, qui spécifie expressément que la question de la représentation de la Chine est une question importante au sens de l'Article 18 de la Charte et par conséquent une question qui exige une majorité des deux tiers pour l'approbation d'une résolution pertinente de fond.

166. Nous avons maintenant entendu tous les arguments de part et d'autre. Toutes les déclarations ont un dénominateur commun: toutes les délégations sont d'accord pour considérer que la question de la modification de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies est une question importante. Nous n'avons pas entendu un seul avis contraire quant à l'importance de ce problème. Divers qualificatifs ont été employés pour souligner ce caractère d'importance. La question a été décrite comme "sérieuse", "unique", "sans précédent" et "lourde de conséquences imprévisibles pour l'avenir de notre Organisation et la paix dans le monde".

167. Le représentant d'Haïti, dans l'analyse profonde qu'il a faite cet après-midi des problèmes juridiques soulevés par cette question, a souligné que la ligne d'action proposée par les auteurs de cette demande aurait concrètement pour effet d'exclure un membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies et d'admettre à sa place une nouvelle entité politique. Il en a tiré la déduction logique que la question qui est maintenant posée à l'Assemblée se subdivise, par analogie, en deux questions, celle de l'exclusion d'un

Membre et celle de l'admission d'un autre Membre, ces deux catégories de questions étant expressément mentionnées dans le paragraphe 2, Article 18 de la Charte, comme exigeant pour leur approbation une majorité des deux tiers.

168. Ma délégation considère que toute question portant sur la représentation d'un Etat Membre, dans les circonstances exceptionnelles qui ont amené devant nous la demande actuelle concernant la Chine, est, par sa nature même, une question importante. Mais ce que nous avons devant nous est la question de la représentation de l'un des Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, d'un membre permanent du Conseil de sécurité, de l'un des cinq Etats nommément mentionnés dans la Charte. Ce fait, par conséquent, rend cette question doublement importante.

169. Certaines délégations ont soutenu que la question, bien qu'importante, est simplement une affaire de vérification de pouvoirs et, partant, a le caractère d'une question de procédure. Je crains que ce ne soit jouer avec les mots. Le mot "important" ne peut avoir d'autre signification que celle que nous lui donnons tous dans le langage courant; à savoir quelque chose qui va au cœur du sujet. Nous ne pouvons dire que cette question touche à l'essence même des Nations Unies et touche à la paix dans le monde, et dans le même souffle affirmer qu'elle est néanmoins une simple question de procédure, moins importante par exemple que l'approbation de crédits pour laver les carreaux du siège de l'Organisation des Nations Unies.

170. Parce que nous pensons que le mot "important" signifie ce qu'il signifie et ne peut signifier son contraire, nous avons présenté un projet de résolution constatant que la majorité des deux tiers est requise pour l'adoption de toute résolution sur le fond de la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies. Au nom des auteurs de ce projet, nous demandons au Président de mettre ce projet de résolution aux voix avant toute résolution sur le fond de la question discutée.

171. Le PRESIDENT: Il reste cinq orateurs inscrits sur la liste. Cependant, aucun projet de résolution n'a encore été présenté sur le fond de la question dont nous sommes saisis, et pour cette raison, je propose qu'avant d'entendre ces orateurs, l'Assemblée commence demain matin par examiner trois autres points de son ordre du jour. Lorsqu'elle en aura terminé avec l'examen de ces points, elle reprendra le débat sur la question que nous discutons actuellement et j'espère que, d'ici là, un projet de résolution aura été distribué.

172. Je donne la parole au représentant de l'Albanie pour une motion d'ordre.

173. M. BUDO (Albanie): A propos de ce que vient d'annoncer le Président, je voudrais l'informer que les auteurs de la demande d'inscription de la question de la représentation de la Chine ont déjà préparé le texte d'un projet de résolution^{1/}. Nous le soumettrons demain matin pour qu'il soit distribué. Dans ces conditions, je demande au Président de bien vouloir reconsidérer sa proposition, afin que nous puissions conti-

^{1/} Document distribué ultérieurement sous la cote A/L.469.

nuer demain notre débat sur cette question et discuter les projets de résolution et les conclusions qu'exposeront les orateurs qui n'ont pas encore pris la parole.

174. Le **PRESIDENT**: Ma suggestion ne signifiait pas que nous allions interrompre le débat actuel pour très longtemps. J'ai dit ceci: demain matin, lorsque l'Assemblée se réunira à 10 h 30, nous commencerons par discuter trois autres points de l'ordre du jour, pour reprendre ensuite, dans la matinée même, notre discussion actuelle, entendre les orateurs qui sont encore inscrits sur la liste et, si nous sommes saisis du document dont a parlé le représentant de l'Albanie, discuter ce texte, l'après-midi et dans les jours qui suivront si cela se révèle nécessaire.

175. Je donne la parole au représentant du Cambodge pour une motion d'ordre.

176. **M. HUOT SAMBATH** (Cambodge): Je voudrais informer le Président qu'au nom des 12 pays auteurs de la demande d'inscription, je viens de déposer le projet de résolution sur la question que nous étudions depuis la semaine dernière. Le texte en a été remis au Secrétariat. Aussi je demande que, demain, l'Assemblée continue la discussion sur cette question, discussion qui n'est pas encore terminée.

177. Le **PRESIDENT**: Je prends note de ce que vient de dire le représentant du Cambodge. Il faudra un certain temps pour dactylographier, reproduire et distribuer le document dont on vient de nous annoncer la présentation. C'est pourquoi, s'il n'y a pas d'objection, je voudrais proposer à l'Assemblée de se réunir demain matin à 10 h 30 pour examiner les points 97, 106 et 60.

178. Comme nous aurons certainement du temps de reste, nous pourrions, après, reprendre la discussion et entendre les orateurs qui veulent encore parler sur la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies. Nous poursuivrons ce débat l'après-midi.

179. Je donne la parole au représentant de l'Albanie pour une motion d'ordre.

180. **M. BUDO** (Albanie): Monsieur le Président, à mon avis, les trois points que vous avez l'intention de faire examiner par l'Assemblée demain matin sont trois questions qui exigeront un certain temps. La question de l'élection d'un membre de la Cour internationale de Justice (point 97) pourra prendre du temps. La question de la non-prolifération des armes nucléaires (point 106) exigera peut-être un long débat. Nous avons été très heureux de votre

décision, qui nous a permis jusqu'ici de poursuivre sans interruption le débat sur la question de la représentation de la Chine. Je vous adresse donc un dernier appel pour que l'Assemblée puisse continuer cette discussion demain matin et demain après-midi. Le représentant du Cambodge a annoncé qu'il avait déjà remis au Secrétariat le projet de résolution sur la question de la représentation de la Chine. Mieux vaudrait donc continuer normalement le débat. Il s'agit d'une question très importante, et l'Assemblée est d'accord à ce sujet.

181. Le **PRESIDENT**: Avant de donner la parole au représentant de la Guinée, je voudrais dire à l'intention du représentant de l'Albanie, à la suite de la suggestion qu'il vient de faire, qu'il est absolument nécessaire que l'Assemblée examine demain matin le point 97, à savoir l'élection d'un membre de la Cour internationale de Justice, car le Conseil de sécurité a déjà été prévenu qu'il devra se réunir pour procéder, de son côté, à la même élection, en même temps que l'Assemblée. Je propose donc que l'Assemblée procède demain matin à l'élection d'un membre de la Cour internationale de Justice, puis qu'elle revienne à la discussion de la question de la Chine.

182. Je donne la parole au représentant de la Guinée pour une motion d'ordre.

183. **M. ACHKAR** (Guinée): Je vous remercie, Monsieur le Président, car vous facilitez la tâche de ma délégation. En effet, en notre qualité de coauteur du projet de résolution que vient de déposer le représentant du Cambodge, nous voulions précisément faire la suggestion que vous venez vous-même de faire. La procédure oblige l'Assemblée et le Conseil de sécurité à élire concomitamment un membre de la Cour internationale de Justice; mais, ensuite, nous voudrions que reprenne l'examen de la question de la Chine. Je suis certain que les autres auteurs du projet de résolution ne verront pas d'inconvénient à ce que nous procédions de cette manière, c'est-à-dire que nous élisions d'abord, demain matin, un membre de la Cour internationale de Justice, et qu'immédiatement après nous reprenions la question de la Chine, en espérant que le débat ne sera plus interrompu jusqu'à ce que le vote intervienne sur les différents projets de résolution dont nous pourrions être saisis.

184. Le **PRESIDENT**: S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que l'Assemblée accepte cette manière de procéder.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 5.